

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 8 MARS 1978 - N° 649

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636 73 76. 1,70 F

## MENDES-FRANCE À MATIGNON

Un homme de la 3<sup>e</sup> République pour achever la 5<sup>e</sup> ?

C'est une opération de presse bien calculée qui a été conduite pour réaffirmer implicitement la candidature de Mendès-France, vétéran de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République au poste de premier ministre. En fait, Mendès-France ou un autre, ce que cherche Giscard c'est un homme qui ferait la passerelle entre la droite et la gauche, et ne serait pas ligoté trop solidement par le Programme commun et l'accord avec le PCF. C'est la combinaison imaginée par Giscard pour éviter la crise institutionnelle qui résulterait d'une victoire de la gauche et mettrait à mal la V<sup>e</sup> République. Mitterrand n'est pas trop favorable à une combinaison de cette sorte, il l'a dit à *News week*, Marchais est contre il l'a écrit dans *l'Humanité*.

## Les bons choix de Giscard

# GENERAL MOTORS ÉVACUÉ PAR LA POLICE

10 grévistes menacés de licenciement

Le refus de la direction du syndicat CGT de continuer l'occupation n'avait pas empêché les travailleurs CFDT et non syndiqués de veiller une nouvelle fois dans la centrale thermique dans la

nuit de lundi à mardi. Dès lundi soir 10 h, ils étaient tous en place. Après une table ronde que nous avions eue avec eux sur leur lutte, les travailleurs et militants CFDT passent un film.

Vers 21 h 30, certains travailleurs allaient se coucher, tandis que d'autres restaient éveillés, jouant aux cartes. Cela n'a pas duré longtemps. 5 h du matin, une ouvrière de l'usine ayant passé la nuit avec les autres dans la centrale se mettait à courir en réveillant les travailleurs endormis : les flics, pistolets au ceinturon, venaient de faire irruption dans la centrale. L'un d'entre eux criait aussitôt un ordre : «*Vous avez deux minutes pour évacuer !*» Les garde-mobiles montaient alors par l'escalier en métal sur la plate-forme de la centrale pour découvrir d'éventuels occupants, tandis qu'en bas, les quelques 15 travailleurs présents, non intimidés, refusaient de se presser. Le chef des garde-mobiles, en civil, entouré de grévistes en colère, se taisait menaçant : «*Vous avez une minute, sinon on vous évacue par la force*». Les flics demandent les responsables. Ils demandent à deux travailleurs de donner leur nom. Ils refusent. Un travailleur, sous la surveillance des flics, se voit contraint de scier les chaînes apposées par les grévistes à certaines ouvertures des tuyaux de la centrale. Les flics se mettent alors en rangs pour repousser les grévistes en dehors.

Nous sommes maintenant dans la cour en file indienne...

## Pour avoir revendiqué, 14 ouvriers soviétiques internés

Le nouveau «syndicat libre» formé par des ouvriers soviétiques au mois de janvier a révélé que 14 ouvriers avaient été internés depuis le mois de septembre 1977. Dans une lettre signée de 43 de ses membres adressée à Amnesty International, ils révèlent que les 14 ouvriers ont été internés à la suite de plaintes déposées officiellement par eux contre les chefs et les directeurs. Les syndicats soviétiques officiels couvrent ces pratiques. C'est pourquoi les ouvriers ont dû s'organiser en dehors d'eux. Kanapa qui ne tarit pas d'éloges pour le syndicalisme soviétique, n'apprécierait-il pas de même les pratiques qui l'accompagnent. Souhaite-t-il que nos syndicats adoptent le modèle soviétique et que la classe ouvrière soit traitée en France comme en URSS ?

## Belgique : 100 enfants intoxiqués au plomb

Il y a d'abord eu les animaux. Vaches, moutons, chevaux mouraient curieusement. Puis les maux de tête chez les enfants, considérés comme fragiles. On sait maintenant que le responsable est le plomb dispersé par l'usine «La Métallurgique». (Lire en page 8)

## Beullac ; le chômage et la boule de cristal

Le ministre du Travail joue les devins : il annonce déjà que les chiffres de février seront bas. Les calculs ne sont pas encore faits... En fait Beullac est surtout inquiet de voir ses petites manipulations révélées par les syndicalistes de l'INSEE, et il le dit. (Lire en page 3)

## Bruxelles : vers un compromis électoral

Pierre Méhaignerie a bien fait son cinéma à Bruxelles. Tout en se faisant passer pour le défenseur des intérêts des agriculteurs français, il a suggéré les bases d'un accord sur les montants compensatoires, en attendant les élections. (Lire en page 3)

## Incidents de campagne

● Un militant du Parti Socialiste a été trouvé mort, étranglé, près de sa voiture pleine d'affiches du PS, dans le Calvados. La gendarmerie a ouvert une enquête pour «suicide».  
● Explosions à Paris : une série de quatre détonations a secoué le cinquième arrondissement. L'ex-commissariat du Panthéon, devenu mairie, était visé, entre autres.

## Carter réquisitionne les mineurs

Carter a décidé de réquisitionner les mineurs en grève depuis plus de 90 jours. Cette décision peut déboucher sur des affrontements importants, tandis que la poursuite de la grève est cause de difficultés de plus en plus importantes pour l'économie américaine. Le fossé apparaît plus grand que jamais entre les mineurs et la direction des syndicats : le chef du syndicat a déclaré qu'il se plierait à toute réquisition. De leur côté, les 160 000 mineurs ne veulent pas arrêter leur mouvement.

Pour les mineurs, il s'agit de s'opposer à une tentative de leur imposer des contrats anti-grève. Dans cette lutte, ils se sont affrontés aux directions syndicales «réformistes». La lutte des mineurs pourrait marquer un moment important du syndicalisme américain.

(Lire en page 10)



Un mineur déchire le contrat proposé par le patronat et la direction syndicale.

Suite page 9

# tribune libre

## Pourquoi une gazette «40 questions sur le nucléaire» ?

par Monique SENE\*

La politique énergétique française qui conditionne tout l'avenir de la nation et des Français en particulier avait été purement et simplement ignorée lors des dernières législatives en 1973. Or en 1978, nul n'ignore plus l'importance du problème et son caractère profondément politique. Il est donc indispensable que le dialogue se développe largement entre électeurs et candidats.

Le collectif de rédaction de la *Gazette nucléaire*, pour sa part, a voulu contribuer à l'instauration d'un tel dialogue. Le recours à l'énergie nucléaire pour pallier à la crise énergétique mondiale, présenté par les uns comme la panacée et par les autres comme le mal intégral est un exemple typique des problèmes posés à la société par l'emploi d'une technologie. Idée banale peut-être mais la dimension qu'a prise la querelle autour de cette technologie a cristallisé un malaise ; en effet le gigantisme et la variété des savoirs mis en jeu par cette technologie (et d'autres telles l'informatique, la génétique, etc.) ne permettent plus à un seul ou même à un groupe de prétendre en avoir la maîtrise. Une telle réalité change les données du problème.

L'énergie nucléaire ne peut pas être un domaine réservé pour lequel les citoyens n'auraient qu'à recevoir des informations sur des décisions prises sans les consulter. Bien au contraire, ils ont tous compétence à discuter et à décider. L'enjeu est d'une telle importance qu'il ne saurait y avoir contrainte.

Mais, pour pouvoir le faire, il faut avoir accès à l'information. C'est là, qu'intervient, à notre avis, la *Gazette*. Face aux arguments officiels tronqués et rassurants, la *Gazette* s'efforce d'apporter une information contradictoire, permettant de mieux comprendre les liens entre les aspects techniques et politiques du problème nucléaire.

Dans le cadre actuel de notre société, sans aucune maîtrise des travailleurs sur leur outil de travail, sans que la population puisse infléchir les choix décidés sans elle, il est clair que le nucléaire est inacceptable.

Il en va différemment s'il devient possible dans une démocratie (qui reste à découvrir, et ce ne sera pas sans lutte) d'avoir une maîtrise par l'information et le dialogue sur les processus de décisions. Dans ces conditions les problèmes pourront être clairement posés avec leur aspect positif et négatif, un bilan objectif pourra être fait. Alors seulement il sera possible de prendre position : position qui peut être un refus s'il se trouve que le bilan est négatif. Mais position qui pour le moment ne peut être prise. Car trop de problèmes ont été éludés : retraitement des combustibles, stockage des déchets, bilan énergétique, conséquences biologiques, écologiques et sociales pour que la solution apparaisse clairement.

Cependant, dès à présent il est indispensable de demander et même d'obliger à un arrêt du programme pour que rien d'irréversible ne soit engagé, pour arrêter la politique du fait accompli, pour que les citoyens retrouvent la maîtrise de leur avenir.

A l'évidence derrière le débat nucléaire se profile la question du choix de société. Le choix d'une énergie produite par des installations lourdes et complexes favorise la hiérarchisation et la parcellisation des tâches. Face à cette tendance se développe un mouvement de refus, d'interrogation, de volonté de rapprocher centres de décisions et endroits où ces décisions s'appliquent. De ce conflit surgit d'un côté la remise en cause du développement productiviste et de l'autre la volonté d'imposer. L'affrontement entre les défenseurs de thèses aussi opposées devient inévitable, il convient que les hommes politiques ne favorisent pas cette évolution mais au contraire y portent remède.

La *Gazette* pose 40 questions aux candidats, aux électeurs et donne des informations pour que chacun puisse y apporter sa réponse. La position personnelle des rédacteurs n'est pas la neutralité : ils sont contre le programme actuel décidé par quelques-uns et imposé à la population. Ils s'opposent à la politique de prolifération de l'arme nucléaire que le gouvernement actuel favorise par ses exportations. Ils estiment que la question de l'armement nucléaire pèse lourd dans la balance quant à l'utilisation de l'atome.

En clair, ils réclament la mise en place d'une autre politique énergétique qui partira de bilans honnêtes et sérieux, qui reposera sur un consensus populaire le plus large possible.

Monique Sené, présidente du Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN) et directeur de *La gazette nucléaire*.

## Marchais à Lille : D'UN CHIFFRE A L'AUTRE

● A quelques jours du scrutin, *l'Humanité* dramatisa : en première page, un énorme «*Cela dépend de vous*» et, à l'intérieur, une page entière reprenant un discours de Marchais à Lille.

Ce long faire-part ne contient pas grand chose de neuf par rapport à toute la campagne actuelle du PCF. A sa lecture, on est toujours frappé des glissements qui se produisent au fil du texte : on en appelle aux travailleurs en les flattant : «*C'est vous qui tenez votre avenir, votre sort entre vos mains*». On en appelle à leur «raison». Mais pourquoi faire ? Pour bien voter, pour faire confiance au PCF, bref encore et

toujours pour s'en remettre à d'autres de prendre les décisions.

Dans la poursuite des manœuvres pour s'assurer des voix supplémentaires, le PCF persiste et signe : il publie une longue déclaration de Krasucki appelant à voter PCF, qui précise hypocritement qu'il s'exprime en tant que membre du BP du PCF. Qui sera assez naïf pour croire qu'il n'utilise pas sa notoriété de dirigeant de la CGT au service du PCF ?

ET LA BARRE DES 21 %

Autre exemple de manipulation des masses : le chantage au désistement, utilisé depuis un bon moment. Curieusement, à l'approche du 1<sup>er</sup> tour, il commence à être passé sous la table. Il y a déjà plusieurs semaines que la Barre des 21 % n'est plus évoquée et dans le dernier show de Marchais, il est davantage question de «*battre la droite*» que de réaliser le fameux score fixé par la conférence nationale. Comme en

écho, Juquin déclare au *Matin* : «*La barre des 21 % visée par les communistes n'est pas un obstacle. Nous la dépasserons. Et même si nous n'obtenons que 20,5 %, nous ne nous livrerons pas à des marchandages de tapis*».

Après avoir martelé l'idée du minimum de voix nécessaire «*pour changer vraiment*», s'agirait-il maintenant de préparer les esprits à un accord de désistement de toute façon, même dans des conditions pas très favorables pour le PCF ?

## Délégation du PS éconduite au siège du PC



Surprise au siège du PC, l'autre jour : une délégation du PS se présente. Mais ce n'était pas une réponse de Mitterrand aux propositions de Marchais de négocier. Non, c'était simplement l'OCI qui venait présenter une motion appelant le PCF à se désister pour le PS. Ils n'ont pas été reçus, mais la récompense n'a pas tardé : une pleine page du *Matin* a été concédée à Berg, l'animateur du groupe, pour demander «*pour qui roulent les dirigeants du PCF*». Rouge pour sa part pleurniche auprès des «*camarades de l'OCI*», ne votez pas pour la gauche au premier tour, votez pour nous, et réservez votre vote pour la gauche... au second tour. La différence est d'importance.

## Racket électoral : ça continue

Le tribunal d'Instance de Montpellier a annulé 25 inscriptions de Français de l'étranger. A Troyes, 41 inscriptions ont également été annulées. Une vingtaine de ces inscriptions n'étaient pas datées.

En Corse, deux personnes ont affirmé, dimanche soir, que six mille volets de vote par procuration circulaient dans l'île, munis de cachets officiels imités. La coutume de faire voter les morts et les absents ne se perd donc pas.

## LCR-PCF: un essai mal transformé

*L'Humanité* avait publié des propos attribués à André Lubrano, ancien international de rugby sympathisant de la LCR, qui aurait déclaré voter pour le PCF dès le premier tour. Celui-ci, dans *Rouge*, dément avoir tenu ces propos et confirme son vote pour la LCR au premier tour.

Mais tout de même, il espère qu'au second tour, le candidat du PCF sera mieux placé que celui des Radicaux de Gauche. Il est vrai que la logique de cette attitude conduirait à voter PCF dès le 1<sup>er</sup> tour.

Malgré de tels procédés mensongers de la part du PCF, la LCR, persévérante

dans le masochisme, en redemande. Elle se plaint de ce que, malgré les appels du PCF aux «*gauchistes*», «*le siège du Colonel-Fabien est muet, les dirigeants absents*». La LCR était pourtant pleine de bonnes intentions : «*Nous voulions notamment discuter de l'unité des travailleurs (y compris de la question du désistement)*».

L'unité des travailleurs, pour ces politiciens, ce sont les marchandages dans l'espoir d'avoir des députés trotskystes. Mais le PCF n'est pas encore prêt pour l'instant à payer de retour ces assauts de servilité.

## ECOLOGISTES PAS D'ACCORD

Le comité Malville de Grenoble avait prévu une manifestation samedi 11 mars, contre Superphénix. Écologie 78, qui présente des candidats sur Grenoble, a refusé de s'associer à cette manifestation, arguant de la violence qui pourrait éventuellement s'y exprimer. Écologie 78 proteste aussi contre la participation de Brice Lalonde à un meeting du Front Autogestionnaire.

## ENLEVEMENT DU CERCUEIL DE CHARLOT

Aucun élément nouveau dans l'affaire de la disparition du cercueil de Charlie Chaplin. Celui-ci a été volé il y a quelques jours dans le cimetière suisse de Corsier sur Vevey. Deux hypothèses sont toujours discutées : soit il s'agirait d'un enlèvement en échange d'une hypothétique rançon ; soit l'œuvre d'admirateurs britanniques qui auraient voulu rapatrier le corps de Charlott en Angleterre...

## WILLIAM WILLOQUET RETIRÉ À SA MÈRE

Le petit W. Willoquet, âgé de 20 mois a été retiré hier à sa mère et ce, théoriquement pour sept années consécutives, en vertu de la décision de la chambre d'accusation.

## MENDES-FRANCE A MATIGNON

### Un homme de la III<sup>e</sup> République pour achever la V<sup>e</sup> ?

«A la recherche d'un homme miracle» titre à la une L'Humanité; l'éditorial signé, fait assez rare, par Georges Marchais, indique: «Curieuses manœuvres» et la page 3 sur toute la largeur indique: «L'itinéraire de Mendès France: du refus des voix communistes à l'alliance avec Chaban Delmas». Visiblement le PCF accorde une grande importance aux bruits chuchotés dans les milieux officiels, sur la recherche par Giscard d'un premier ministre extérieur aux états majors actuels. La manœuvre prévisible de Giscard, et que nous avons depuis longtemps exposée dans ces colonnes, rendrait plus difficile la tutelle que l'équipe Marchais veut exercer sur le futur premier ministre. D'où le tir de

Giscard peut faire le calcul politique qu'il est plus intéressant de choisir ailleurs que dans la nouvelle majorité son chef de gouvernement. Imagine-t-on ce qui se passerait si Giscard choisissait une personnalité comme Dreyfus, l'ancien PDG de Renault qui se situe à mi-chemin entre les positions du PS et celles de Giscard. Ne murmure-t-on pas également le nom de Claude Cheysson, haut fonctionnaire représentant la France à Bruxelles, mais dont les conseils sont fort écoutés par Mitterrand? On parle également de Mendès-France, de Chaban-Delmas (voir encadré) et de bien d'autres qui tentent de se donner une image de gauche, et n'ont toutefois jamais déclaré

appartenir à l'un des partis signataires du Programme commun. Recruter un tel premier ministre aurait pour la droite un double intérêt. En premier lieu, cela lui éviterait d'avoir l'air d'être sourd aux résultats des élections, sans pour autant choisir un socialiste ou un membre du PCF.

Deuxième avantage pour Giscard, c'est que le PS et le MRG par exemple, seraient bien handicapés pour dénoncer ce «lâcheur» et voter une motion de censure contre un des leurs. Bref, certains, dans l'entourage de Giscard, comptent bien que l'article 8 de la constitution qui donne au président le pouvoir de nommer le premier ministre et sur proposition de ce dernier, les autres ministres

barrage déclenché par le PCF contre Mendès France.

Mitterrand pour sa part laisse les mains libres à Giscard déclarant à l'hebdomadaire US «News Week»: «Le président de la République est libre de choisir le premier ministre de son choix. Quiconque représente honnêtement la gauche et est désigné premier ministre recevra mon soutien».

Le retour à l'avant-scène des hommes d'avant-hier de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République contredit aujourd'hui les visées du PCF. Mais qui les a remis en selle, si ce n'est Marchais en signant avec le PS moribond le Programme commun, qui lui a permis de revenir à flot?

du gouvernement, permettra par une utilisation habile, de commencer dès les premières semaines à fêter la nouvelle majorité.

Toutes ces manœuvres auraient pour objectif principal d'empêcher que le PCF puisse profiter de sa présence au gouvernement pour s'implanter solidement dans l'appareil d'Etat ce qui, tôt ou tard, se traduirait par une éviction d'une partie au moins de la bourgeoisie actuelle.

Par ailleurs, elles auraient pour le président de la République l'immense mérite de faire traîner les choses. A n'en pas douter, le temps qui passera sera mis à profit par la gauche pour se chamailler.

Il se peut toutefois que ces manœuvres de Giscard rencontrent, dans un pre-

mier temps, une opposition en apparence assez ferme des deux principaux partis de gauche et même de quelques MRG conscients qu'en politique, la précipitation est mauvaise conseillère...

Au cas où Giscard serait contraint de nommer un premier ministre de gauche qui formerait un gouvernement comprenant des membres des trois partis, il lui resterait l'arme de la dissolution de l'Assemblée. Toutefois, il ne peut l'utiliser qu'une fois par an... Son usage devrait donc intervenir au moment où il serait sûr que la nouvelle chambre sera majoritairement de droite. Mais c'est là une autre question.

François MARCHADIER

## MEETINGS DU PCR

### ● SUCCES A RENNES

Un jeune camarade de l'UCJR élève de CET dénonce tout d'abord les conséquences de la crise pour la jeunesse; il appelle à se mobiliser pour la construction de l'UOPDP. Ensuite un camarade de l'HR fait une intervention justement appréciée sur les rapports entre construction du Front et unité des marxistes-léninistes. C'est le camarade Charles Villac, membre du secrétariat politique du PCRml qui prononce l'intervention centrale de ce meeting... Le triste bilan de 20 ans de gestion de Giscard, Barre, Chirac, le dernier «rempart» de la droite dont se réclame Chirac, la gestion sociale démocrate du PS et le projet capitaliste d'Etat du PCF font les grands éléments de la situation politique.

Comment s'engage la construction du Front, ses premiers succès, un appel à rejoindre l'UOPDP aux militants du PS et du PC. Trompés par ces partis depuis 5 ans et qui, à la faveur de la cassure de la gauche se rendent compte de l'impasse dans laquelle Marchais et Mitterrand les ont menés.

Comment s'articule la construction du Front, son nécessaire élargissement et l'unité des marxistes-léninistes. Quel parti de type nouveau faut-il construire?

Telles ont été les grandes questions traitées dans cette intervention chaleureusement applaudie par la bonne centaine de personnes, venue assister à ce meeting.

Cette intervention centrale avait été précédée par un tableau de la situation rennoise traitée de manière percutante par Jean-Marc Laforêt candidat de l'UOPDP à Rennes Nord.

Le film *Pour demain* clôturait le meeting. Ensuite de nombreuses discussions autour des panneaux et la table de presse.

### ● MEETING POPULAIRE A DUNKERQUE

Vendredi 3 mars le PCRml organisait un meeting dans la cité de Grande Synth avec la présence de Julien Estève membre du comité central. L'assistance composée en grande partie de familles populaires a suivi avec une grande attention les deux interventions qui ouvraient le meeting.

Mandaté par le comité local, Laurent Grisel, candidat de l'UOPDP de la circonscription a montré la réalité du comité sur Dunkerque et sa nécessité. Il a expliqué comment chacun dans le comité prenait des tâches, suivant ses moyens. Il a expliqué le fonctionnement démocratique du comité. Ensuite le camarade du comité central du PCR a fait une intervention suivie avec une très grande attention. Il a montré la faillite de la gauche et les dangers de l'après 78 et la nécessité de rejoindre le parti.

Le film *Pour demain*, projeté à la suite a été fortement apprécié par l'assistance.

Un débat clôturait la réunion où a été particulièrement abordée la question du Front, développée par le Parti. Plusieurs ouvriers ont montré la pratique anti-démocratique du PCF, surtout dans la CGT. Une mère de famille a expliqué comment les directions syndicales avaient empêché les femmes de grévistes de s'organiser pour soutenir leur mari lors de la grève de 75 à Usinor.

Le PCMLF a apporté un message de soutien à ce meeting. Dans cette période électorale, ce meeting montre l'intérêt des travailleurs pour les propositions du parti. Les discussions, les prises de contact ont été nombreuses à la fin de la réunion.

## Remous au M.R.G.

L'interview de Fabre au *Matin*, où le leader du MRG exprimait son agacement d'avoir été chassé du devant de la scène par ses deux partenaires Marchais et Mitterrand, a créé quelques remous. Marchais et Ségué (ce qui était attendu) et Loncle (ce qui l'était moins) ont protesté. Ce dernier, porte-parole du MRG a notamment déclaré: «Toute décision concernant nos positions sur le Programme commun et l'éventuelle négociation avec nos partenaires de la gauche seront prises par les instances du MRG. Quand la victoire de la gauche est à la portée de la main, les claques de portes ne sont plus à l'ordre du jour.» Fabre qui a compris l'allusion s'est empressé de protester auprès du *Matin* sur le titre qui annonçait son interview: «Nous refuserons les nouvelles nationalisations», titre déformant d'après lui son point de vue. Le pharmacien de Villefranche de Rouergue a de plus en plus de difficultés à concilier dans son parti, ceux qui veulent gouverner tout de suite avec Giscard, à n'importe quel prix et ceux qui veulent jouer le jeu, un temps au moins, de l'Union de la gauche. Écartèlement à suivre.

## Beullac récidive et s'empêtre

Beullac tenait lundi une conférence de presse tant pour annoncer une nouvelle «baisse» du chômage que pour tenter de contre-attaquer à la suite de la prise de position de l'INSEE sur le nombre de chômeurs.

Le ministre du Travail, qui avoue que les données ne sont pas toutes recueillies, et que les calculs sont loin d'être finis, a cependant déclaré: «Je m'attends même à une légère baisse», à propos du nombre de demandes d'emplois en février. Il paraît que le gouvernement allemand vient même prendre des leçons de trompe-l'œil en France, pour lui aussi diminuer ses chiffres en laissant le chômage s'aggraver. La conférence de presse du ministre était d'ailleurs surtout destinée à marquer le coup, après

les révélations faites par les syndicalistes de l'INSEE et les positions prises par son directeur. Beullac y voit une machination politique effectuée en deux temps, effectuée par des «fonctionnaires engagés politiquement». Le premier temps se serait fait «anonymement, sous la couverture syndicale». Le second temps, à propos des taux de correction saisonniers, que le ministre a conservés, parce qu'ils l'arrangeaient. Piètres explications d'un ministre embarrassé de voir ses minables manipulations révélées, mais aussi phrases inquiétantes vis-à-vis des syndicalistes de l'INSEE. Les Allemands, dont Beullac dit qu'ils lui ont rendu visite, ne seraient-ils pas venus plutôt lui donner quelques conseils en matière de mise au pas de fonctionnaires?

## Protestation de l'OCT

«La LCR, lors de son intervention télévisée du 2 mars a franchi un nouveau pas dans la remise en cause de l'accord «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs». L'existence de cet accord n'a fait l'objet que d'une mention de pure forme, et l'appel à voter pour tous les candidats qui se présentent en son nom a été tout simplement omis» proteste l'OCT. La LCR proteste de sa bonne foi et conclut «en sept minutes on ne peut défendre que quelques idées». Décidément, rien ne va plus dans le cartel.

## Europe verte

### Le compromis électoral

Lundi à Bruxelles, les neuf ministres de l'Agriculture de l'Europe verte, se sont réunis une fois de plus... Le ministre français de l'Agriculture, Pierre Méhaignerie y jouait la vedette. Il y effectuait deux demandes, l'une portant sur le blocage des montants compensatoires monétaires à 21,5 % jusqu'au 20 mars, au lieu de 23 % fixé par la Commission, l'autre sur la révision des modes de calcul de ces montants en ce qui concerne le porc. La séance s'est prolongée tard dans la nuit de lundi, sans qu'un accord définitif ne soit conclu. Cependant, la séance de mardi devait reprendre sur une base d'accord qui permettrait de maintenir les montants compensatoires au niveau de 21,5 % pendant la période élect...

Les montants compensatoires monétaires servent en quelque sorte d'écluse entre les monnaies des pays européens qui flottent et le franc vert, monnaie de compte européen: cela devrait permettre d'ajuster les prix des produits agricoles au cours réel des

monnaies. Ce système a été mis en place surtout pour «compenser» les différences de structures des agricultures européennes; le prix de revient des produits hollandais ou allemands était nettement plus bas que ceux de l'agriculture française.

Le blocage des montants compensatoires permettrait un maintien des prix des produits agricoles français, alors qu'une hausse provoquerait une baisse du prix des produits juste avant les élections.

D'autre part, la FNSEA réclame à grands cris la suppression des montants compensatoires et en a même fait une soi-disant condition à l'application de la taxe de co-responsabilité. Mécontenter la FNSEA aujourd'hui serait prendre un grand risque pour un ministre de l'Agriculture... En fait, cette mesure qui repousse l'augmentation des montants compensatoires après le 20 mars, permettra, si elle est acceptée par les partenaires de Méhaignerie, de passer les élections sans trop mécontenter une certaine catégorie de paysans prêts à voter à droite.

## Réunion publique de l'UOPDP dans le 12<sup>e</sup> à Paris

### «Pour l'unité Français-Immigrés»

Une quarantaine de personnes, en majorité immigrées, ont participé samedi 4 mars à une réunion sur le thème «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière», organisée par le comité 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Après une brève introduction de Gilbert Rey, candidat de l'UOPDP sur la 12<sup>e</sup> circonscription, le débat s'engageait à travers de nombreux témoignages : l'expulsion de Saïd Jertila, la lutte contre les mesures Stoléro, le combat des résidents du foyer Sedaine (après l'incendie criminel qui fit trois morts), des foyers Sonacotra, des habitants de l'Îlot - Chalon contre la rénovation bourgeoise...

Chacun était d'accord pour affirmer que les attaques actuelles contre les immigrés sont en fait tournées contre la classe ouvrière dans son ensemble, dont les immigrés sont les premiers touchés par la politique de la bourgeoisie.

Mais c'est sur l'attitude de la gauche et les moyens de lutter que la confrontation des points de vue fut la plus intéressante. Le même esprit de recherche d'une perspective efficace de lutte animant tous les participants, la confrontation de positions parfois opposées rendit le débat d'autant plus riche et passionnant.

#### LA GAUCHE CONTRE LES IMMIGRÉS

La gauche est-elle conséquente dans la lutte pour les droits des immigrés, ou au contraire défend-t-elle des projets qui amènent l'inégalité, le racisme ? Bien sûr Chambaz (le député PCF du 11<sup>e</sup>) est venu se faire voir au foyer Sedaine. Mais que voulait le PCF ? Le relogement, comme les résidents l'exigeaient ? Non. La rénovation du foyer, qui est une escroquerie. Si un nouvel incendie se déclenchait, la nouvelle sortie de secours ne serait d'aucune utilité !. «Pour la première fois, ajoutait un habitant de l'Îlot Chalon, on a vu le

PCF dans le quartier. Avec ses affiches électorales il a recouvert celles du comité d'habitants !». Et puis, le PCF au pouvoir aurait besoin de contrôler étroitement les luttes populaires «C'est pourquoi il s'attache dès maintenant aux résidents des foyers Sonacotra».

#### LA LUTTE SYNDICALE NÉCESSAIRE

Le débat a continué sur la nécessité de se battre au sein des syndicats pour que ceux-ci participent aux luttes anti-racistes, beaucoup plus que ne voudrait le faire leurs directions.

La réunion s'est prolongée au-delà de l'heure fixée, tant il était impossible d'interrompre le débat. Mais il était bien clair qu'il aurait l'occasion de se poursuivre dans la lutte quotidienne.

«Vendredi 10 mars à 10 heures, au 23 boulevard Ney, contre l'expulsion de Nana» (étudiante que la police veut expulser). Un membre du comité de soutien contre l'expulsion de Saïd Jertila, invité à ce débat, rappelait qu'un meeting se tiendrait prochainement. Et puis il fallait bien se séparer !

Gilbert Rey lançait un appel à rejoindre l'UOPDP, qui se traduisait immédiatement par des prises de rendez-vous.

«On aurait dû être plus nombreux. Votre campagne ne ressemble pas aux autres» disait un travailleur algérien en quittant la salle.

La prochaine assemblée générale du comité 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> de l'UOPDP se tiendra le samedi 19 mars à 15 heures, à l'AGECA (rue de Charonne).

Réunions publiques de l'UOPDP : «Sur l'aménagement du secteur Gare de Lyon-Bercy». Mardi 7 mars à 20 h 30. Ecole 165 rue de Bercy, 12<sup>e</sup>.

«La conditions des femmes et leurs luttes». Jeudi 9 mars à 19 heures, Ecole 12 rue Viton, 11<sup>e</sup>.

Correspondant 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup>

### Meetings UOPDP

#### AUBAGNE :

Vendredi 10 mars à 18 h 30, salle des sociétés.  
— Intervention des candidats de l'UOPDP dans la circonscription.

— Débat sur la situation politique, l'emploi dans la localité, les projets de la gauche et du PCF en particulier, les perspectives de l'UOPDP.

#### LA CIOTAT :

Mercredi 8 mars à 20 h 30  
— l'emploi aux Chantiers Navals.

#### NANTERRE

Vendredi 10 mars à 20 h 30 - Ecole des Pâquerettes - 140 avenue des Pâquerettes

Les commissions du comité d'initiative local se réuniront le :

Jeu 9 mars à partir de 20 h 30. Ecole Jules Ferry, rue des Chailliers.

Le comité d'initiative local appelle tous les travailleurs à y participer.

## LUTTES OUVRIÈRES

### IBM France : grève dans les services courrier

## «DES HOMMES ET DES FEMMES, PAS DES MARCHANDISES»

● Depuis lundi, une centaine d'employés du service courrier d'IBM France sont en grève, dans les différents centres de la région parisienne, ils refusent d'être traités comme des machines. La direction IBM France a en effet décidé de faire passer à la sous-traitance l'ensemble des services courrier. Sans prévenir le personnel intérimaire et le personnel IBM des services concernés, elle a signé un contrat avec la société TGM (Technique, méthode et gestion), mettant ainsi l'ensemble du personnel devant le fait accompli.

«L'ensemble des intérimaires avait demandé l'embauche à IBM (pour certains, leur temps de présence allait jusqu'à 5 ans), d'autant plus qu'IBM Europe a embauché le service courrier de la Tour Franklin à un salaire de 2 700 francs au mois de décembre dernier, que 60 embauches de personnel sous-traité viennent d'être autorisées à Orly à la suite d'une grève du personnel», disent les sections syndicales CGT et CFDT. D'autant plus, pourrait-on ajouter, que TGM «choisit pour son sérieux et son bon bilan social», se livrerait à un certain nombre de trafics : le syndicat de Technica-

tome, filiale du CEA, l'a même traînée en justice pour trafic de main-d'œuvre ! «Elle fixe le niveau des salaires sans tenir compte de l'ancienneté, à la tête du client. Elle n'accorde le 13<sup>e</sup> mois, la convention collective de la métallurgie, des grilles de qualification, que lorsqu'une lutte s'est déclenchée, avec l'appui des sections syndicales de la société utilisatrice, par exemple chez Technicatome».

Refusant ce fait accompli, dès le 1<sup>er</sup> mars, les intérimaires des services courrier parisiens d'IBM et les délégués CGT-CFDT faisaient 3 heures de siting dans le hall du siège

social place Vendôme. Ils étaient reçus par la direction. Vendredi 3, une nouvelle délégation des intérimaires, accompagnée des délégués, rencontre une deuxième fois la direction à la tour Mattéi. Bien sûr, elle se retranche derrière des arguments du style «normalement nous n'avons pas à avoir de relations avec le personnel des sous-traitants, nous ne voulons pas que cette rencontre soit considérée comme un précédent...» En gros, elle n'a fait que transmettre les revendications des «sous-traités» à la direction de TGM...

Pour le personnel du service courrier, c'est IBM qui est responsable de cette situation, puisque c'est IBM qui a pris la décision de céder son personnel à TGM. Il affirme : «IBM est et restera notre seul interlocuteur durant le conflit, c'est IBM qui doit nous donner des garanties». Il exige un salaire minimum de 2 700 F sans compter l'ancienneté, le

13<sup>e</sup> mois, la convention collective de la métallurgie parisienne. Il maintient sa demande d'embauche collective à IBM France. Le personnel TGM demande spécifiquement la prise en compte de l'ancienneté en tant qu'intérimaire, et la garantie du lieu.

La grève était décidée pour ce lundi, avec occupation. Pour tenter de briser ce mouvement, la direction IBM essaie de faire travailler les titulaires IBM à la place des grévistes. Pourtant, la loi interdit de tels «prêts de main d'œuvre» à une entreprise sous-traitante. Par ailleurs, elle a fermé la Tour générale, pour empêcher l'occupation prévue dans ce centre. Pour elle, bien sûr, cette fermeture n'est pas un lock-out ! Lundi, il était question que la grève s'étende aux services de reprographie et aux courriers qui transportent les pièces détachées. Une A.G. est prévue chaque soir, pour faire le point de la mobilisation.

### Paris 20<sup>e</sup> : législatives et la CGT Foullon

## «Nous vous encourageons vivement...»

«Dans quelques semaines, le SMIC peut être porté à 2 400 F par mois si l'on prend en compte les intentions des partis politiques qui, jour après jour, s'alignent sur la revendication de la CGT.

2 400 F à partir du 1<sup>er</sup> avril, nous y comptons fermement, nous qui sommes les plus mal payés de la profession. Nous encourageons vivement ceux qui ont le droit de voter le 12 mars pour qu'ils votent pour la défense de leurs intérêts...

...Dans quelques semaines, ces revendications peuvent et doivent devenir des réalités.

La CGT qui depuis 1972 soutient seule en tant qu'organisation syndicale le Programme commun, vous appelle à contribuer à la mise en œuvre de ces revendications...

...A la veille du changement il faut être plus nombreux à la CGT.

Et si éventuellement, le 19 mars il n'y avait pas de changement, il faudrait une CGT encore plus forte pour poursuivre la bataille contre l'austérité et le Plan Barre 3». (Extrait d'un tract CGT diffusé récemment sur l'usine).

«Ce n'est pas la peine de

montrer que ce tract appelle ouvertement à voter pour le PCF, tout le monde l'a remarqué. Mais ce vote est-il le moyen réel d'obtenir satisfaction sur nos revendications ? Alors que non loin de là dans le 19<sup>e</sup> les travailleurs d'une autre entreprise de l'alimentation, Phydor, occupent leur usine pour en empêcher la fermeture, que Létang et Rémy (métallurgie) va fermer ses portes, le PCF ne montre que cette voie, voter pour lui comme moyen de lutte ! C'est Fiszbín (député PCF) qui, dans le 19<sup>e</sup>, a garanti aux ouvriers de la Sopad (alimentation) qu'après la fermeture de leur usine... il avait réussi à empêcher tout permis de construire sur l'emplacement de la boîte. Bref, de belles perspectives nous sont offertes !

PS : Les travailleurs de Foullon et d'ailleurs seront très heureux d'apprendre par la lecture de la dernière ligne du tract que la lutte contre le plan Barre 1 et 2 a été engagée et qu'elle continue, la CGT s'y étant investie pleinement. On n'avait pas remarqué...

CORR. 20<sup>e</sup>

### Haute-Savoie : la lutte contre la Wessafic continue



Les Métrals lors du procès contre Wessafic.

Le Comité de soutien à la famille Métral et à Joseph Bouvier (Haute Savoie), a tenu une conférence de presse le vendredi 3 mars à la Maison du Peuple à Annecy. Cette conférence de presse avait pour but d'informer la population haut-savoyarde sur le déroulement et les résultats du procès de Laval, sur la situation actuelle des Métral et de Joseph Bouvier, sur le bilan du meeting tenu à Annecy sur la «justice en question».

Le Comité de soutien continue donc ses activités (popularisation, lutte pour la victoire des Métral contre la Wessafic, lutte pour que les Métral retrouvent du travail), en voyant son audience augmenter régulièrement, que ce soit sur la ville d'Annecy ou auprès des petits et moyens paysans de Haute-Savoie.

Correspondant Annecy

General Motors à Strasbourg

# LA DIRECTION CGT REFUSE DE CONTINUER L'OCCUPATION

● Dans la forêt de Neudorf, à quelques kilomètres de Strasbourg, le parking de la General Motors était occupé par plusieurs centaines de voitures lundi matin très tôt. A croire, pour le passant non averti, que l'usine est en pleine activité. Ce n'était pas le cas lundi matin précisément : quelques dizaines de véhicules appartenaient à des non-grévistes qui, soit dit en passant, malgré leur zèle n'ont

La General Motors n'étant pas occupée à l'entrée il est impossible de franchir l'entrée, quasiment déserte : les «tuniques bleues», gardes pour certains assermentés, embauchés par le trust des boîtes d'intérim, au nombre de quatre, nous empêchent de franchir les grilles, à moins de montrer «Patte blanche», c'est-à-dire la carte de l'usine. Et encore : lundi, un gréviste s'est vu refoulé par deux garde-chiourmes particulièrement zélés. Mais pas besoin d'entrer pour connaître les dernières nouvelles que certains grévistes non-occupants viennent d'ailleurs chercher. Sur le portail d'entrée, la direction du syndicat CGT a placardé une annonce : «Suite à l'AG de samedi où la CGT a donné sa position, elle a décidé avec ses syndiqués et une autre partie des grévistes, par un vote à main levée, d'arrêter l'occupation ! Cet inscripteur soulève la colère des travailleurs présents et l'un d'entre eux rageur inscrit après la phrase : «Elle a décidé avec ses syndiqués et une autre

partie des grévistes». Le mot «Minoritaire», et pour cause : à l'AG de samedi, c'est la majorité des travailleurs présents qui ont voté pour la poursuite de l'occupation, les travailleurs CGT y compris, qui en désaccord avec la proposition de leurs dirigeants étaient dans les locaux lundi matin.

Cette décision a été prise par une poignée de dirigeants PCF de la CGT, après entrevue avec l'UL de Strasbourg. En effet, la direction CGT n'a jamais été très partisane de cette forme d'action : «Avant la grève, nous disait un travailleur, plusieurs solutions avaient été proposées : occupation des chaînes de montage, et entre autres occupation de la centrale thermique, qui avait été accueillie avec un «oui» unanime ; mais la CGT n'avait fait que suivre». Cette dernière, explique (timidement et de bouche à oreille) sa décision par le fait qu'il n'est plus possible de soutenir une occupation vu le faible nombre d'occupants ce week-end. Sans doute auraient-ils été

réussi à produire manuellement en 8 jours, qu'une vingtaine de boîtes de vitesse.

Toutes les autres voitures appartenaient aux grévistes qui, pour une partie d'entre eux, ont occupé à tour de rôle dans la nuit de dimanche à lundi la centrale thermique, point sensible de l'usine, située loin au-delà de l'entrée.

un peu plus nombreux, si la direction CGT avait activement mobilisé ses militants pour y prendre part ! Ceci dit, comme le faisait remarquer un ouvrier, «Il est vrai qu'il y avait moins de monde ce week-end dernier, c'était déjà comme ça, nous nous sommes retrouvés nombreux le lundi». Comme ce lundi d'ailleurs. La direction cégétiste nierait-elle la combativité des travailleurs qui rappelons-le dès le 2<sup>e</sup> jour avaient coupé l'air comprimé de l'usine et empêché son redémarrage tenté par les vigiles. Cette décision n'a en tout cas pas entamé la volonté de la majorité des occupants, lundi matin. Ils savent pertinemment que s'ils cessaient l'occupation (ce que d'ailleurs demandait la direction dimanche matin) c'en serait fini de la lutte.

Ils ont pour cela l'expérience de la grève de 76. «Nous avons, après l'avois occupée, quitté la centrale ; la direction, loin de respecter l'accord signé, proposant l'ouverture de négociations, en avait profité pour faire rentrer les

contre-maîtres ; c'est parce que nous avions réoccupé qu'elle a dû lâcher 110 F».

La direction de la Général Motors n'a pas manqué de sauter sur la division syndicale créée par la direction CGT : alors que suite à 8 jours d'intransigeance, elle avait été contrainte à une première réunion dimanche (tout en demandant l'évacuation de la centrale) elle a encore durci sa position lundi matin, en refusant de recevoir la CFDT. Parallèlement, elle a décidé d'appeler à la reprise du travail, par des lettres individuelles de pression ce lundi aux grévistes, isolés de l'usine vu les distances d'habitations et l'absence de moyens de transports. La direction de la Général Motors a décidé, jusque dans les villages les plus reculés des Vosges, de remettre en route son service de bus dès mardi midi, dans lesquels elle espère que les grévistes monteront : tel est son calcul !

Richard FEUILLET

Chantier de Braud St Louis

# PAS QUESTION DE REPRENDRE SANS AVOIR SATISFACTION

Sur le chantier de la Centrale nucléaire de Braud Saint Louis, la grève a été reconduite lundi. Pour les travailleurs, après plus d'une semaine de lutte, les choses sont claires : pas question de reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction !

Lundi matin, se tenait un meeting devant le chantier, la CGT donnait les résultats des négociations de la fin de semaine. Le patron ne proposait rien de nouveau, il s'en tenait à son franc de plus par jour. Les grévistes refusaient massivement.

Les «nouvelles» propositions de la direction, rapportées telles quelles par la CGT, c'était... de négocier, à condition que le travail reprenne ! Là aussi, refus catégorique, de la part des grévistes. C'est alors qu'un délégué prenait la parole et déclarait qu'il avait été étonné de voir que pendant les discussions avec le patron, le représentant de l'EDF soutenait le patron... alors qu'EDF est une entreprise nationalisée ! A-t-on jamais vu un patron d'entreprise, nationalisée ou non, soutenir des grévistes ? C'est ce que se demandaient bon nombre de grévistes qui s'interrogent sur le sens de cette intervention, à quelques jours d'élections où la question des nationalisations a fait couler beaucoup d'encre.

Certains délégués CGT mettent bien sûr en avant le fait qu'avec la démocra-

tisation d'EDF, les choses seront plus faciles avec un gouvernement de gauche. Et il a été même avancé publiquement que si la direction se décidait à négocier sérieusement, on pourrait envisager de reprendre le travail. Cette proposition n'a pas rencontré d'écho favorable !

A un moment où la presse bourgeoise (Humanité comprise), qui se concentre uniquement sur les élections, ne dit pas un mot de la lutte, malgré toute une série de communiqués qui lui ont été envoyés, beaucoup de grévistes ressentent la nécessité de populariser leur lutte, pas seulement sur Blaye, comme cela a été fait samedi, mais principalement en direction des entreprises du département de la Gironde. Or rien n'a été fait pour l'instant, aucune structure appropriée n'a été constituée dans ce sens. Au contraire, il n'y a pas eu une seule véritable assemblée générale depuis le début de la grève. Il semble que la direction CGT tente de freiner au maximum désormais, par le type de propositions qu'elle fait, par la non-mise en place de structures qui consolident la grève et la popularisent. Mais la détermination des grévistes est plus importante que jamais.

Une nouvelle négociation est prévue pour mardi, le patron n'ayant pas pris la peine de venir à celle de lundi !

Verreries Boussois (Bassin de la Sambre)

- Salaires bloqués jusqu'en avril... 79 !
- Déqualification...

● Depuis mercredi dernier, les ouvriers des Verreries Boussois (Maubeuge), sont en grève à 95 %. A la suite d'un AG devant les grands bureaux, ils avaient décidé un jour de grève, pour refuser le blocage des salaires et les déclassements auxquels se livre de plus en plus la direction. Devant l'intransigeance du patron, ils ont le lendemain voté la grève illimitée !

Le Bassin de la Sambre, c'est une région très industrielle. C'était, encore récemment, le fief de la sidérurgie. Aujourd'hui, il reste encore beaucoup de fabrication de machines-outils, la grosse entreprise de verrerie rattachée à BSN, et implanté récemment, Chausson. C'est aussi une région fortement syndiquée.

A l'origine de la grève chez Boussois, comme les grévistes le disent eux-mêmes, un énorme ras le bol : ici, les salaires sont officiellement bloqués jusqu'au 1<sup>er</sup> avril... 79 ! La

direction a été claire : «C'est ça, ou des licenciements ! Chantage habituel, mais qui n'a pas marché. Ce serait accepter, en réalité, une baisse des salaires. D'autant plus que s'il n'y a pas eu de licenciement au sens juridique du terme, le nombre de travailleurs quand même passé, depuis 73, de 2 600 à un peu plus de 2 000, et que la direction envisage froidement que les effectifs vont encore diminuer de 239 personnes, par le jeu des retraites et des départs «naturels» ! Pour les travailleurs qui restent, cela veut dire

# 2 000 OUVRIERS EN GREVE ILLIMITÉE

déqualification : en ce moment une nouvelle chaîne de production est en construction (30 milliards d'anciens francs y sont d'ailleurs investis). Elle devrait fonctionner au 1<sup>er</sup> avril 79. Mais à cette date, une production supplémentaire sera effectuée, avec un nombre de travailleurs moins important. Et dès aujourd'hui, plutôt que d'embaucher, la direction déqualifie par exemple les ouvriers d'entretien et les transforme en OS, avec bien sûr une perte de salaire. Les travaux spécialisés seront de plus en plus confiés à des sous-traitants. Ce démantèlement des services spécialisés, comme l'entretien, les ouvriers n'en veulent pas non plus ! C'est 6 nouvelles lettres de mutation qui ont pour ainsi dire mis le feu aux poudres.

Dès le début de la grève, les ouvriers ont

bloqué les entrées, pour empêcher les arrivages et les départs de marchandise par camion, et l'entrée des voitures. Pour être à l'abri, ils ont même dressé devant l'usine une immense tente. Devant cette mise en place, la direction commence à s'inquiéter. «S'ils installent tout ça, c'est qu'ils ont l'intention de rester en grève !» C'est effectivement le cas. Ils ne sont pas partis en grève pour quelques jours, et pour reprendre avec rien. Car la direction a opposé «un niet catégorique» aux revendications, comme le disent les grévistes. Quelques aménagements sur les déclassements, mais rien sur les salaires. Alors depuis mercredi, à chaque AG de 9 h et de 15 h, les ouvriers ont reconduit le mouvement.

Bien sûr, à quelques jours des élections, la

direction agite l'épouvantail d'une «grève politique» ! Mais s'il est vrai que les députés de gauche de la région écrivent quelques lettres, c'est bien les travailleurs eux-mêmes qui, sans se soucier des élections, ont transformé cette grève en grève illimitée, sur leurs revendications. La verrerie fait partie de BSN. Est-elle nationalisable ? Ils ne se posent même pas la question, ce n'est pas ce qui les préoccupe, ni ce qui pourrait les tranquilliser sur le déblocage de leurs salaires d'ici le 1<sup>er</sup> avril 79, ou la diminution des effectifs, ou la déqualification. Non, ils sont bien décidés à poursuivre, en pleine campagne électorale, ils sont prêts à affronter l'épreuve de force que leur impose la direction, «aussi longtemps qu'il le faudra».

Monique CHÉRAN

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA RUE VIALA

Lundi matin, les grévistes ont reconduit à l'unanimité leur lutte. La direction a fait de nouvelles propositions, très vagues et restrictives. Mercredi après-midi aura lieu une réunion extraordinaire du CA. Jeudi, les syndicats organisent une conférence de presse pour faire le point de la lutte qui dure depuis bientôt six semaines.

40 CHÔMEURS DE PLUS DANS LE 19<sup>e</sup> ?

Une petite entreprise de confection du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Epidac, entre Belleville et les Buttes Chaumont, demande le licenciement de 40 de ses 80 salariés, en majorité des femmes.

# 12 mars En lisant leurs programmes :

## DE «NOUVEAUX RAPPORTS»... IMPÉRIALISTES

● Le PCF parle volontiers d'«impérialisme français». Il a même publié un livre intitulé «L'impérialisme français aujourd'hui». Mais ce qu'il appelle «impérialisme», c'est en fait la politique impérialiste de Giscard à laquelle il propose de substituer une autre stratégie, tout aussi impérialiste. Ce qui fait qu'il y a un impérialisme français, c'est avant tout le fait qu'il pille les matières premières, qu'il s'assure par la contrainte des marchés et exporte des capitaux. Pour le PCF, ce qui fait qu'il y a un impérialisme français, c'est la domination de l'économie par les grands monopoles et son engagement accru dans le bloc occidental dominé par les USA. Que les monopoles soient nationalisés, intégrés à l'État, que les relations économiques soient dégagées d'avec les USA et l'Allemagne, pour le PCF, cela suffit pour mener une politique différente et «de nouveaux rapports de coopération».

### «L'INTÉRÊT NATIONAL

«Le gouvernement français multiple, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique, les initiatives en vue de se faire le défenseur des intérêts d'ensemble de l'impérialisme... La place des monopoles français s'en trouve amoindrie, voire fortement concurrencée, les entreprises françaises se trouvent parfois réduites à un rôle de sous-traitance, mais les intérêts généraux du capitalisme s'en trouvent mieux assurés». (Martin Verlet, L'impérialisme français aujourd'hui).

Verlet tend à nier les intérêts spécifiques de l'impérialisme français aujourd'hui. Ce qu'il reproche à la politique de Giscard, c'est de trop s'intégrer à celle des impérialismes concurrents, de ne pas développer assez son influence et ses propres buts dans le Tiers-Monde.

Dans le même ouvrage, Jacques Denis prend des accents très gaullois pour célébrer le rôle que devrait avoir la France dans le monde : «Nous récusons catégoriquement la thèse giscardienne de «la France, puissance moyenne». C'est là une doctrine de servitude, bien digne de ces groupes cosmopolites qui, ayant fait main basse sur notre pays, sont prêts à tous les abaissements pour sauver leurs privilèges... Nous croyons à la mission de la France dans le monde, pour reprendre la belle formule de Maurice Thorez au Congrès d'Arles de notre parti, en 1937.»

De son côté, Verlet affirme : «Une langue que parlent plus de 100 millions de personnes, une culture qui jouit d'un considérable prestige. Or ces acquis, les monopoles les dilapident, s'appliquent à les convertir en bénéfices immédiats, à les monnayer. Cette tendance au gaspillage s'exprime également par le gâchis que le pouvoir des monopoles fait des ressources nationales, des possibilités ouvertes par l'activité des travailleurs de

notre pays. Ouvriers, ingénieurs, techniciens, chercheurs ont contribué à conquérir par leur travail et leur savoir-faire, des positions avancées dans des secteurs de haute technologie : les accélérations nucléaires, l'informatique, l'électronique, l'aéronautique...».

Le PCF s'extasie sur les acquis de l'impérialisme culturel, scientifique et technologique. Il en critique le gaspillage, en revendique fièrement l'héritage et en propose une meilleure gestion. Bien loin de reconsidérer l'économie impérialiste pour la transformer en une économie axée sur les besoins du peuple dans l'esprit de compter sur ses propres forces, il propose d'utiliser à fond les meilleurs «créneaux» de l'impérialisme français pour améliorer sa position face aux impérialismes concurrents, et dans le Tiers-Monde.

### QUELLE «COOPERATION» ?

En ce qui concerne les relations avec le Tiers-Monde, le PCF préconise une «conception hardie et novatrice qui rompe avec les conceptions néo-coloniales d'aide et d'assistance» (Kanapa 26/1/78). Mais il ajoute immédiatement que la base en est «l'intérêt mutuel, c'est-à-dire, en ce qui nous concerne l'intérêt national». Parler d'intérêt mutuel en ce qui concerne un pays du Tiers-Monde et un pays impérialiste dont les relations sont fondées justement sur le pillage, la domination et l'inégalité est déjà surprenant. Mais, de toute façon, ce qui compte pour Kanapa, c'est «l'intérêt national». Cela ne définit pas une relation fondée sur la solidarité et l'internationalisme, mais sur le rapport de forces : comment peut-on, dans cette logique répondre positivement aux revendications du Tiers-Monde.

### POUR LA CENTRALE NUCLEAIRE A L'AFRIQUE DU SUD

Dans sa conférence de presse de janvier, Kanapa déclare que

du point de vue des relations économiques et de «coopération» avec le Tiers-Monde, «nous ne pratiquerons aucune discrimination dans aucun sens». Il s'agit de préserver les courants d'échanges existant et de garder la place importante que la France a toujours, dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, par exemple.

Mais cette généreuse absence de discrimination s'étend aux racistes d'Afrique du Sud. En effet, la commande de la centrale nucléaire de Koeberg est en cours : elle a une très grande importance pour Pretoria, notamment parce qu'elle lui assure l'indépendance énergétique. Alors que le PS cherche encore actuellement les moyens d'éviter de la livrer pour ne pas violer la conscience de ses militants tiers-mondistes, le PCF, lui, a pris cyniquement position en faveur de la livraison, à condition d'avoir «toutes les garanties interdisant que le matériel nucléaire puisse être utilisé à des fins militaires». Le PCF est d'ailleurs favorable au maintien des relations économiques avec les racistes, dans la mesure où elles ne sont pas interdites par l'ONU : ce qui est exactement la politique de Giscard. Il s'oppose aux revendications des pays africains qui exigent un boycott économique total. Il y a quelques mois, alors que le PCF ne se sentait pas encore aux portes des ministères, L'Humanité somnait vertueusement Giscard de «rompre immédiatement toute coopération avec l'Afrique du Sud».

### MAINTIEN DES BASES MILITAIRES

Le 26 janvier, nous avons posé à Kanapa une question sur les bases militaires en Afrique. Il a répondu : «Nous considérons qu'un gouvernement démocratique devra renégocier tous les accords avec les gouvernements africains... Mais on peut envisager une certaine forme d'assistance militaire». Le mot de «base militaire» semble avoir écorché la bouche du candidat révisionniste au portefeuille de De Guiringaud. En fait, il envisage de maintenir ces bases, atteintes à la souveraineté et à la sécurité des peuples africains. Voilà un atout dont le prétendu «intérêt national» ne saurait se priver !

### CAPITALISME D'ETAT, IMPERIALISME D'ETAT

Mais le développement du capitalisme d'Etat suppose un véritable changement des relations économiques avec les pays du Tiers-Monde. Fondamentale-

ment, ce que reproche le PCF à la politique giscardienne, ce n'est pas de piller, c'est de piller avec d'autres pillards, de ne pas s'assurer des approvisionnements stables dans le cadre d'une politique cohérente. Par exemple, dans un article des Cahiers du Communisme de juillet-août 74, Yves Fuchs pourfend une politique qui liquide les acquis africains de ces fleurons du secteur public que sont le Commissariat à l'énergie atomique et le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.)

«Les très importants gîtes de fer de Mauritanie ont été prospectés et étudiés par le B.R.G.M., organisme d'Etat français agissant dans le cadre et grâce aux fonds des accords de coopération franco-mauritaniens. La voie ferrée a été construite grâce aux fonds de l'aide publique française, mais la société créée pour l'exploitation appartient en majorité à des intérêts privés français, allemands de l'Ouest, britanniques et italiens... Le gisement d'uranium d'Arlit au Niger a été de même prospecté, étudié par le Commissariat à l'énergie atomique français dans le cadre des accords de coopération. Son exploitation sera réalisée par une société mixte où les monopoles français (Pechiney-Ugine-Kuhlmann), italiens et allemands se taillent la part du lion».

Ce que prévoit au contraire le PCF, c'est un contrôle direct des relations économiques avec le Tiers-Monde par le secteur public. Dans cette perspective, il donne un rôle très important aux filiales à l'étranger des groupes nationalisés. «Dans le cadre d'une telle politique, les filiales à l'étranger des monopoles nationalisés apporteraient à la France démocratique un instrument contribuant à modifier son environnement international» (Etienne Izard, Economie et Politique, septembre 77).

Bien entendu, pour le PCF, on ne peut envisager de les abandonner. «Ces filiales conservent avec leur société mère française des liens... qui ne peuvent être rompus sans causer de graves dommages pour l'ensemble de la production en France». Il ne lui vient pas non plus à l'esprit que ces filiales puissent être nationalisées... par les pays où elles sont implantées. Izard continue : «Par la suite, on peut penser que c'est dans le cadre d'accords d'Etat à l'Etat que seront résolus les problèmes liés à ces filiales. L'attitude de la France sera fonction, pour chaque cas, du rôle de la filiale dans le procès de production et de la nature des

partenaires étrangers. Toute liaison internationale de production devra être transformée en accord de coopération, de coproduction».

Précisant sa pensée, Izard envisage des accords impliquant le partage ou la cession de la filiale et la fourniture de technologie en échange de la fourniture de produits, à des prix garantis pendant une période pouvant aller jusqu'à vingt ans. Tout en dénonçant la division internationale du travail du capitalisme, le parti révisionniste veut faire adopter aux pays du Tiers-Monde la sienne sous prétexte de «co-production». Il préconise les accords d'Etat à l'Etat dans la mesure où ils lui donnent des moyens de pression politique directs. Les accords sont bilatéraux, ce qui permet d'éviter de faire face aux exigences des pays producteurs et d'obtenir des prix particuliers. De plus, le PCF compte sur son prestige international emprunté et sur des affinités idéologiques pour développer une telle politique auprès de pays «progressistes» développant un important secteur public, pays avec lesquels Giscard, en raison de sa politique africaine par exemple, n'a pu effectuer de percée.

### PAS D'INDEPENDANCE POUR LES COLONIES

«Loin de conduire ces peuples à la rupture avec notre pays, une politique conçue dans cet esprit conduira au renforcement et au plein épanouissement des relations traditionnelles d'amitié qu'ils souhaitent tout comme nous». (J. Denis).

Les révisionnistes refusent donc de reconnaître le droit à l'indépendance nationale des peuples des colonies et proposent sous le nom d'«autonomie» une solution néo-coloniale. Sans doute pour se démarquer du PS, le PC parle dans sa version 78 du Programme commun d'une «autonomie démocratique et populaire». Cela change tout !

La bourgeoisie de droite avait violemment reproché à la gauche d'avoir fait figurer le chapitre DOM-TOM du Programme commun d'une «autonomie démocratique et populaire». Dans l'actualisation du PCF de cette année, il est revenu à de meilleurs sentiments ; la question des colonies figure dans le chapitre «Démocratiser les institutions» !

# DES CHIFFRES ET DES MOTS

## Le PCF et l'URSS

## des divergences affirmées aux convergences inquiétantes

### L'URSS ET LES LIBERTÉS QUELLES DIVERGENCES ?

Nous ne cachons pas que nous avons une sérieuse divergence avec le Parti communiste de l'Union soviétique sur la démocratie» (Marchais «Parlons franchement»).

Depuis le 22<sup>e</sup> congrès du PCF, c'est la manière dont le PCF se situe en paroles à l'égard de l'Union Soviétique. Le PCF a mis beaucoup de temps à se rendre compte que la divergence existait. En 1974, alors que les révélations commençaient à apparaître dans une large mesure, le Bureau Politique du PCF appelait le 1<sup>er</sup> mars 74 à s'élever «contre la campagne de dénigrement des pays socialistes» et affirmait que l'URSS a accompli «un immense bond en avant sur le chemin du bien-être, de la justice et de la liberté». En 1975, quand Plouchtch était en core dans les gélies psychiatriques, il refusait de s'associer à un meeting en sa faveur. Quand, en février 1976, Plouchtch, encore marqué par les épreuves, pouvait enfin tenir une conférence de presse, le PCF l'accusait d'avoir choisi la date de l'ouverture du XXII<sup>e</sup> congrès. Il a fallu attendre novembre 1976 pour que Juquin apparaisse à la tribune d'un meeting de soutien à Boukovski.

«Il y a des pays dont le régime est fondé sur la répression et la terreur. C'est le cas de l'Uruguay et du Chili. Il y en a d'autres où les abus de pouvoir et la violation des droits élémentaires contredisent la nature du régime. C'est le cas de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie».

Au moins un million de prisonniers dans les camps, des

méthodes faites pour briser les individus, selon tous les témoignages rapportés par ceux qui en ont réchappé, seraient de simples «abus de pouvoir isolés» comme le prétendait Kanapa ? En quoi une société où le KGB et la police du ministère de l'Intérieur sont omniprésents, où l'ouvrier qui défend ses droits contre les dirigeants d'entreprises et contre les maîtres de l'Etat est envoyé en hôpital psychiatrique, où le membre d'une minorité nationale qui s'oppose à la réunification est envoyé plusieurs années en camp de travail, en quoi un tel régime peut-il prétendre sérieusement être d'une nature différente de ceux de l'Uruguay et du Chili ?

Le PCF veut détourner l'attention, faire du bruit sur les «libertés» pour que le dégoût, le rejet qu'inspire la réalité de l'URSS ne se retourne pas contre son propre projet : «Loin de nuire au socialisme, la dénonciation des atteintes aux libertés démocratiques contribuera à lui restituer son vrai visage, celui par lequel sa force d'attraction pourra pleinement s'exercer». En fin de compte, pour le PCF, la liberté, l'image de la liberté reste l'URSS. Ni Marchais, ni Juquin, ni Ellenstein n'ont protesté quand à la tribune du XXII<sup>e</sup> Congrès, Francette Lazard a déclaré : «Le monde libre, c'est, et ce doit être le socialisme, le socialisme qui est la réalité vivante de quatorze pays».

URSS et Tchécoslovaquie compris. Ne disait-elle pas tout haut ce que tous pensent tout bas ?

### UNE SOURCE D'INSPIRATION BREJNEVIENNE.

«La France a besoin d'une société nouvelle qui soit réellement le socialisme. Mais ce système portera la marque de son génie propre» (Marchais - «Parlons franchement»).

Officiellement donc, le «socialisme» de Marchais serait aux «couleurs de la France», une manière d'estomper les couleurs sombres sous lesquelles se présente aux travailleurs le modèle soviétique. Est-il si loin le temps où Fiterman disait au XXI<sup>e</sup> congrès du PCF qu'il fallait «apprécier à leur juste valeur les résultats des pays socialistes» et dire aux travailleurs «Voyez quels progrès immenses le socialisme a

«Il ne faut pas avoir honte de l'Union Soviétique» s'exclamait Fiterman au XXI<sup>e</sup> Congrès en 1974 en appelant à développer la propagande en faveur de l'URSS. Au XXII<sup>e</sup> Congrès, le PCF proclamait haut et fort sa volonté de construire le «socialisme aux couleurs de la France», ainsi qu'il désigne son projet bourgeois. Il multiplie les déclarations d'indépendance à l'égard du PCUS, il souligne à plaisir que son «socialisme» n'aura pas les mêmes traits que celui de Brejnev, car ceux-ci «ont tenu aux conditions dans lesquelles s'est opéré le passage au socialisme». (Cohen, Cahiers du Communisme, octobre 1977). Ce n'est cependant pas un changement dans l'appréciation portée à l'égard de l'URSS qui motive cette discrétion. Depuis 1974, les révélations ont afflué grâce à la lutte des Jissidents soviétiques, Plouchtch, Boukovski, Amalrik, des milliers encore opprimés dans les

camps : l'URSS de Brejnev, c'est le goulag, il est dès lors impossible de la présenter aux travailleurs comme un modèle. Par ailleurs, en précisant son projet, en se rapprochant du pouvoir, le parti de Marchais doit se dédouaner des pratiques de celui de Brejnev qui rebuteaient les cadres et ingénieurs qu'il veut intéresser à la mise en œuvre de son programme, pratiques qui pour une part ne conviendraient pas à son modèle de capitalisme d'Etat dans un vieux pays impérialiste. Pour autant sur l'essentiel rien n'a changé : quelles que soient les divergences entre le PCF et le PCUS, l'appréciation portée sur la nature de l'URSS, son rôle dans le monde et la place qu'elle doit occuper dans les relations internationales d'une France gouvernée avec la participation de ministres PCF reste sensiblement la même, et s'est même considérablement précisée au cours de l'année 1977.

### QUELLE INDEPENDANCE ?

«Ni Bonn, ni Bruxelles, ni Washington, ni Moscou ; avec des ministres communistes, c'est en France que se décidera la politique de la France» (Affiches de la campagne électorale).

Un grand battage est organisé autour du thème selon lequel le PCF serait «aux premiers rangs de toutes les luttes pour l'indépendance du pays» (Marchais -

«Parlons franchement»). Personne ne se souvient que le PCF ait élevé la moindre protestation quand Ponomarev, membre du PCUS, a prétendu dicter aux députés français la politique étrangère française. Bien plus, les perspectives de politique étrangère ouvertes par Kanapa quelques semaines plus tard présentaient une étrange coïncidence avec les exigences soviétiques.

#### PONOMAREV

«Je ne cacherai pas que l'Union soviétique voudrait voir la France participer plus activement aux efforts internationaux visant à trouver les moyens de limiter la course aux armements. Elle voudrait la voir prendre part aux travaux des forums internationaux, portant sur le désarmement. Malheureusement, force est de constater que la conclusion du traité sur le refus de recourir les premiers à l'arme nucléaire serait une mesure efficace pour éliminer les dangers d'une guerre nucléaire».

Discours aux députés français - décembre 1976

#### KANAPA

«La France devra immédiatement s'associer à tous les accords existants de limitation de la course aux armements (...) Elle occupera sa place et jouera un rôle actif à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale...»

«Au lieu de refuser à la hâte comme le pouvoir giscardien la proposition faite par les pays du Pacte de Varsovie... de conclure un accord sur le non-emploi des premiers des armes nucléaires, un gouvernement démocratique se devra d'explorer sérieusement les possibilités de parvenir à un tel accord».

Rapport du Comité central 11 mai 1977

Il ne s'agit certes pas d'une quelconque allégeance qui peut toujours être remise en cause, mais plutôt d'une vision commune de la marche de l'histoire :

«La vie internationale change peu à peu de visage. Le facteur décisif sur lequel se fonde cette évolution, c'est l'existence et l'action du système socialiste mondial». Et sur toutes les questions fondamentales, Marchais se retrouve d'accord avec Brejnev, notamment à propos de la guerre et de la paix, de la «détente». «Je dois dire que pour ce qui concerne les problèmes de la coexistence pacifique, nous n'avons aucun reproche à faire à la politique de l'Union soviétique» (Marchais à A2 face à Amalrik 12/76).

Brejnev envoie ses troupes en Tchécoslovaquie et l'occupe depuis dix ans ? Marchais oublie la «réprobation». Brejnev envoie des milliers de tonnes d'armes, des soldats, fait bombarder les villes, s'oppose au peuple érythréen qui libère son pays ? Marchais est content.

Que répond M. Marchais quand on lui expose que les 31

divisions de blindés, soit le cinquième des forces soviétiques installées en Europe, sont les seules en totalité immédiatement opérationnelles, que les navires soviétiques viennent de plus en plus nombreux, de plus en plus près des côtes européennes, que les Soviétiques développent depuis des années leur arsenal nucléaire à un rythme double de celui des Etats-Unis ?

Pour le PCF, la politique de guerre, lorsqu'elle est pratiquée par l'URSS, est politique de paix. Que Brejnev ait accumulé un énorme arsenal pour obtenir la parité puis surpasser les Etats-Unis, qu'il utilise cette nouvelle puissance pour obtenir des concessions en Europe, qu'il utilise de plus en plus ouvertement le chantage, Marchais n'a aucun reproche à lui adresser. Lui si prompt à condamner les «réprobations» atlantistes de Giscard, n'a jamais protesté contre les honteuses reculades devant Brejnev. Bien plus, il reproche au gouvernement de ne pas plier assez. Les silences d'aujourd'hui ne préparent-ils pas des soumissions pour demain ?

## Les défenseurs de Mireille Bressolles rompent le silence

Mireille Bressolles, morte à 33 ans, à la suite d'une longue grève de la faim contre l'administration hospitalière, gêne encore ceux qui l'ont assassinée. Son fils, âgé de 11 ans, devait obtenir un capital décès et une pension. Seulement, pour cela, la DDASS (Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale) devrait reconnaître la réintégration de Mireille Bressolles. Or celle-ci, rétrogradée pour avoir réagi contre les conditions de travail et de traitement des malades, s'était précisément battue pour obtenir sa réintégration dans le personnel hospitalier. Le comité de soutien à Mireille, déclare dans un communiqué : « Pour gagner du temps,

on nous a trompé. En accordant un «secours» pour Fabrice la DDASS, derrière une générosité apparente, veut en réalité maintenir Fabrice dans l'état d'enfant assisté. Ce «secours» permet de refuser la réintégration et la réhabilitation de Mireille, et pouvant être supprimé à tout moment il permet d'exercer une pression permanente sur Fabrice et sa famille ».

L'administration voulait à tout prix éviter que l'affaire Bressolles soit à nouveau évoquée, durant la période électorale. Ce ne sera pas le cas. Mais que les partis de gauche, qui loin de la soutenir, l'avaient attaqué basement, ne s'en servent pas dans leur campagne !

### Procès

Selon certaines informations, Frédéric Oriac, Michel Lapeyre, J.-Paul Gérard, sympathisants des Napap, accusés de transports d'armes, passeront en procès le 23 mars 1978 à la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. L'heure sera connue dans les jours à venir.

### MÉMÉ GUERINI LIBÉRÉ

Usé, ayant subi plusieurs graves interventions chirurgicales, Barthélémy Guérini, chef de la famille de bergers corses venus à Marseille, a été libéré samedi de la prison de Fresnes.

Les Guérini avaient profité de l'épuration du milieu marseillais, à la Libération, pour construire un solide empire fondé sur la prostitution, sans rencontrer de grande gêne chez les notables socialistes locaux. En 58, revirement de situation, la famille Guérini appuie les gaullistes, et donne un coup de main aux barbouzes anti-OAS. En 67, le clan commence à être décimé : Antoine, le chef, est abattu, et peu de temps après, Mémé Guérini est arrêté et condamné à 20 ans de prison en janvier 70.

### ARRESTATIONS A TOULOUSE

A la suite des attentats commis lundi matin contre des agences de l'emploi, et une boîte intérimaire, la police judiciaire a lancé une vaste opération dans les milieux libertaires, profitant de l'occasion. Une douzaine de militants sont gardés à vue.

Épinay, foyer de l'Yser : grève des loyers contre les conditions de logement.

## UNE RÉALITÉ EMBARRASSANTE POUR LA GAUCHE

● Les municipalités de gauche de Saint-Denis (PCF) et d'Épinay (PS) ne veulent pas entendre parler du Foyer de l'Yser. Les belles paroles des uns et des autres ne veulent plus rien dire depuis longtemps pour les occupants de ce foyer. Chacune de ces deux municipalités se renvoyant à dos la paternité du foyer.

En 1956, l'ancien camp militaire de la rue de l'Yser à Épinay, est transformé en «foyer pour travailleurs migrants», par la préfecture de la Seine. Les militaires n'ayant pas pour habitude de faire des ca-deaux, en quoi consiste donc ce foyer dont les municipalités ne veulent pas ? Des baraques métalliques (type Fillod) sur un petit bout de terrain coincé entre une voie ferrée, deux routes à grande circulation, dont une parallèle au chemin de fer, une station d'épuration d'eaux usées, un centre de traitement des ordures ! Au dessus, le couloir aérien du Bourget et des lignes à très haute tension ! Voilà pour le cadre extérieur, on le voit, très accueillant ! Quant aux conditions de vie dans ces baraques, elles ne répondent à aucune norme d'hygiène et de sécurité ! Les travailleurs qui y logent sont soumis

aux variations de température extérieure, car dans ces baraques métalliques, aucune isolation n'existe, portes et fenêtres sont inefficaces et sont source de courants d'air, le chauffage inopérant. Les équipements sanitaires sont largement insuffisants et leur fonctionnement défectueux : six douches, quatre WC, 16 lavabos à eau froide, pour 240 résidents (capacité maximale du foyer). L'implantation de locaux sanitaires oblige, de plus, les résidents à sortir, été comme hiver, pour y accéder.

Jusqu'à 16 travailleurs doivent s'entasser dans des chambres de 42 m<sup>2</sup>, avec parfois la présence d'autres pensionnaires aussi indésirables qu'inutiles tels des rats, des souris, cafards, et autres vermines venant de la décharge voisine. En bref, des conditions de vie lamentables



et aucune des deux municipalités ne s'est empressée d'y apporter des changements significatifs. En 1974, la préfecture se déchargeait de la gestion du foyer sur l'Office départemental d'HLM de Seine-Saint-Denis, dont le président est au PCF, et le directeur, Bouquet, conseiller municipal de Sevran, également membre du PCF. L'ODHLM entreprendra de menus travaux, transformant la salle d'alphabetisation en cuisine-réfectoire. Les frais seront payés en licenciant une partie du personnel d'entretien, ce qui déclenchera plus tard la première grève des résidents, qui réclamaient un meilleur... entretien. En janvier 1976, nouvelle grève de 15 jours, pour le chauffage ; encore de menus travaux et une hausse de loyer ! Septembre 76, les résidents ne constatant toujours pas d'améliorations, reprenaient la grève des loyers qui continue encore aujourd'hui. Plusieurs lettres adressées à la mairie de Saint-Denis et l'ODHLM resteront sans réponse.

Parallèlement à ces démarches, les travailleurs s'organisent démocratiquement avec un comité de résidents composé de délégués élus (un par baraque), et les décisions sont prises en assemblée

générale. Les premiers freins seront mis par les unions locales CGT et CFDT. Pour la CFDT, il n'était pas question de dénoncer les responsabilités de Bouquet, on ne doit pas toucher à la gauche ! La CGT pour sa part appliquera d'autres méthodes pour tenter de briser un mouvement qu'elle ne contrôle pas : se servir des acquis de l'expérience coloniale ; la CGT voulait... un délégué par nationalité ! Les travailleurs déjouent les manœuvres et continuent la lutte. Vivant tous les jours la réalité des belles promesses de la gauche, les résidents élargissent la popularisation et envisagent des méthodes de durcissement de leur lutte pour obtenir la satisfaction de leurs revendications : le logement à Saint-Denis, avec des conditions décentes, dans un lieu qui ne soit pas isolé, qu'ils soient regroupés et un loyer maximum de 150 F.

Et Brun, autre responsable HLM et tout autant membre du PCF, pourra toujours tenter d'expliquer qu'il ne pratique «ni paternalisme, ni racisme», les résidents du foyer de l'Yser savent que c'est toujours du mépris !

Pierre CHÂTEL

Près d'Anvers, 100 enfants intoxiqués par le plomb

## DEPUIS 4 ANS, LE MINISTRE ÉTAIT AU COURANT

Les enfants de Hoboken, cité ouvrière de la banlieue d'Anvers en Belgique, souffrent depuis plusieurs années de maux de têtes et de douleurs diverses. Assez fragiles «ils manquaient beaucoup l'école». Les familles d'Hoboken se disaient bien que l'usine «La Métallurgique» pouvait bien y être pour quelque chose, mais personne n'était sûr de rien.

Il y avait bien eu cette affaire de bêtes qui mourraient curieusement, les unes après les autres, il y a déjà quatre ans : des vaches, des moutons, des chevaux et toujours dans les prés de l'usine. Les analyses faites alors avaient montré qu'il y avait du plomb dans le sang des bêtes. Du plomb qui provenait de la fumée de l'usine, émise sans qu'aucune captation ne recueille ce puissant toxique. Les paysans exigèrent réparation et obtinrent que des dispositifs de filtration soient installés. Depuis, le ministre belge de la Santé faisait procéder à des examens de sang chez les enfants scolarisés, «par simple mesure de précaution». Les parents ne recevant jamais aucun résultat depuis 4 ans, pensaient que tout était dans l'ordre...

### DEUX ENFANTS SUR TROIS ATTEINTS

Un médecin généraliste, le Dr Chris Merckx, inquiet de voir se perpétuer chez les enfants des troubles qui collaient tout à fait avec ceux dus à la maladie du plomb — «le saturnisme» — s'avise de faire procéder à des contre-analyses de sang : les résultats qu'il vient de rendre publics sont effrayants. Sur 143 enfants, 100 ont un taux de plomb supérieur à la normale. Chez certains d'entre eux, la concentration atteignait 58 microgrammes par décilitre (la concentration à partir de laquelle les signes graves d'intoxication apparaissent est de 25 microgrammes par décilitre). Les enfants malades ont été depuis hospitalisés à Anvers pour être désintoxiqués.

Aujourd'hui les habitants d'Hoboken expriment ouvertement leur indignation et leur colère : depuis quatre ans, les autorités publiques, qui connaissent les résultats des analyses laissent faire, au mépris de la santé des enfants ! Les profits de «La Métallurgique» pèsent donc infiniment plus lourd que la santé de 100 fils d'ouvriers !

C'est cette constatation révoltante que les familles ouvrières d'Hoboken sont amenées à faire aujourd'hui. Elles ont toutes le regard rivé sur ce terril, déprimé à tous vents, à quelques mètres des premières maisons de la cité ouvrière. Un terril riche en minerai de plomb que les patrons de l'usine laissent sciemment intoxiquer toute la population et contaminer les légumes des jardins ainsi que l'air ambiant. Pour obtenir la disparition du terril, et la suppression de la pollution, les habitants d'Hoboken organisent prochainement une manifestation populaire.

JOURNÉE PORTES OUVERTES  
Samedi 11 mars à partir de 14 h  
«Foyer des travailleurs migrants»  
6 rue de l'Yser  
Épinay-sur-Seine

Conférence des Nations-Unies  
sur le commerce et le développement (CNUCED)

## LES «77» EXIGENT L'ANNULATION DE LA DETTE PUBLIQUE DU TIERS MONDE

● La réunion ministérielle de la CNUCED qui doit négocier l'annulation et le réaménagement de la dette du Tiers Monde, a commencé ses travaux lundi. Elle aura une semaine pour parvenir à un accord que l'aggravation de la situation rend nécessaire. En effet, les dettes des pays du Tiers Monde auront atteint en 1977 250 milliards de dollars.

Une fois de plus, deux positions divergentes sont en présence.

Celle des «77» qui considèrent que l'endettement des pays en voie de développement tient à des causes extérieures et globales dont ils ne sont pas responsables et sur lesquelles ils n'ont aucun moyen d'agir. C'est pourquoi, ils exigent des efforts généralisés qui répondent au problème globalement et non pays par pays.

La position opposée a été exprimée par le délégué de la France à la réunion préparatoire au niveau des hauts-fonctionnaires qui s'est tenue en janvier dernier : «Ce problème n'est ni général, ni impossible à régler et d'ailleurs le système international a jusqu'à présent réagi positivement pour atténuer les graves problèmes individuels d'endettement...». Mais une fois de plus, les pays du groupe B sont divisés. Des pays comme la Suède qui ne souscrivent pas à la conception des «77» sur le caractère global et généralisé du problème, ont cependant décidé d'annuler les dettes publiques de certains pays du Tiers

Monde et ont appelé les autres pays «développés» à faire de même. De ce fait, la revendication du Tiers Monde sur la dette a connu une importante avancée.

L'URSS de son côté, (à l'ONU, elle fait partie du groupe D) a fait connaître sa position : n'étant pas responsable dit-elle des circonstances qui avaient conduit à «la crise du capitalisme mondial» des années 70, et au fort accroissement de la dette des pays en développement, le groupe D ne serait pas concerné par les exigences du Tiers Monde.

«Les pays du groupe D, a prétendu le porte-parole de l'URSS abordant de manière différente les problèmes de la dette avec les pays en voie de développement en recherchant à l'avance des solutions aux questions financières et de crédit, notamment aux conditions de remboursement». Effectivement, certains pays, comme l'Égypte, s'en souviennent, elle qui a été contrainte de livrer pendant des années à l'URSS sa récolte de

coton pour rembourser ses dettes.

### A L'ORIGINE DE L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE, LE PILLAGE IMPÉRIALISTE

La dette des pays du Tiers Monde est un moyen pour drainer vers les pays impérialistes les ressources de ces pays. Ces pays ont hérité de l'ancienne domination coloniale une situation économique où seuls quelques secteurs directement intéressants pour la puissance coloniale avaient été développés, tandis que les autres secteurs, non seulement ont été laissés à l'abandon, mais de plus ont été carrément détruits. C'est donc là que se trouve l'origine de la dépendance des pays du Tiers Monde, par la polarisation de leur économie sur une ou deux ressources, généralement des matières premières ou des produits de base et donc l'origine de leur dépendance, envers les recettes provenant de l'exportation de ces matières premières ou produits de base.

L'un des mécanismes du pillage des ressources du Tiers Monde, est le fait qu'ils payent au-dessus de leur valeur leurs importations en provenance des pays impérialistes, et qu'ils vendent au-dessous de leur valeur les matières

premières et les produits de base qu'ils exportent.

Par ailleurs, les pays du Tiers Monde ne peuvent absolument pas compter sur un volume de recettes assuré, leurs exportations faisant, en plus, les frais de l'ajustement de l'offre et de la demande en période de «basse conjoncture».

A cet échange inégal et à ces fluctuations incessantes, s'ajoute la dégradation continue du pouvoir d'achat réel de leurs exportations, sous l'effet de la baisse de la demande, en période de crise, et de l'inflation mondiale.

Au cours des dernières décennies tout le gain de productivité que les pays en voie de développement ont pu acquérir en se lançant dans la bataille du développement ont à peine compensé les pertes dues à la dégradation des termes de l'échange. Mais comme la demande mondiale était élevée, ils ont pu maintenir un certain niveau de croissance. Avec la crise, tous les problèmes des pays du Tiers Monde, dus au système de pillage impérialiste se sont brusquement aggravés.

Demain :  
les mécanismes  
de la dette

Sonia SASSOUN

\* souligné par nous

## General Motors évacué par la police

De notre envoyé spécial  
Richard FEUILLET

Suite de la une

Nous nous rendons alors au local syndical, où le deuxième coup contre les travailleurs tombe. Il est cinq heures vingt. Un adhérent CFDT, qui est allé à l'entrée, distribuer des tracts avec d'autres aux travailleurs qui arrivent, revient en brandissant une lettre à la main : «Étant donnée la faute que vous avez commise, dit la lettre de la direction, nous vous infligeons une mise à pied qui sera effective à compter du mardi 7 mars». Suit une demande de licenciement. Dix travailleurs viennent de recevoir une même lettre.

A six heures, les travailleurs, réveillés en toute hâte, arrivent, tous bien décidés à riposter à ce coup de force. Certains proposent d'aller immédiatement voir les non-grévistes pour les faire débayer.

Les flics organisent alors une provocation, en vue de rendre les occupants responsables d'éventuelles déprédations.

Ce coup de force contre les travailleurs de la Général Motors, mais surtout le durcissement de la direction ces dernières 48 h, qui avait préparé cette intervention, (voir page 5) ont été facilités, nombre de travailleurs l'ont remarqué, par l'attitude de la direction du syndicat CGT, annonçant lundi par tract son refus de continuer à soutenir l'occupation, et appelant ses militants à quitter les lieux, alors que la majorité des travailleurs présents à l'Assemblée Générale de samedi s'étaient prononcés pour la poursuite de l'occupation.

La direction de la GM, dès lundi soir à la télé régionale, publiait d'ailleurs

un communiqué de victoire, où elle félicitait la direction du syndicat CGT «pour être sortie de l'illegalité». La direction CGT, lundi soir, s'empresait de demander à la CFDT la rédaction d'un tract qui protestait contre le communiqué de la direction, et qui affirmait que ni la CGT, ni la CFDT n'avaient appelé à la reprise.

Et dans la nuit de lundi à mardi, la direction de la CGT tirait un nouveau tract, tendant à faire croire, de façon mensongère, que la décision de ne plus occuper avait été prise par la majorité des travailleurs «...il existe des divergences sur les formes d'action (entre les syndicats) ; c'est ainsi que la section syndicale CGT, après avoir consulté ses adhérents sur place, samedi matin, a proposé à l'ensemble des occupants de la centrale thermique d'évacuer cette dernière, estimant que cette évacuation pourrait favoriser l'ouverture de négociations (on voit ce qu'il en est). La majorité des travailleurs, acceptant cette proposition, la section syndicale CGT décida de se retirer des lieux, et de proposer à l'ensemble des travailleurs concernés par les revendications, de changer de forme d'action... Nous pensons, à la CGT, que ce n'est pas une minorité de travailleurs combattifs et de délégués du personnel qui peuvent décider pour tous et régler les problèmes à leur place...»

Traiter les grévistes de minoritaires, la direction CGT n'hésite pas à employer tous les moyens pour saper le mouvement.

La riposte à l'intervention policière s'engage.

## Israël bombarde le Sud-Liban

Toute la semaine, des combats se sont déroulés au Sud du Liban entre les forces palestiniennes et les forces fascistes appuyées par Israël. Une unité israélienne qui avait occupé le village frontalier de Maroun-El-Ras a été repoussée par les «forces communes» selon l'agence Wafa, Palestiniens et progressistes.

De nombreux journalistes étrangers ont pu examiner les armes confisquées à Israël et voir qu'elles provenaient des stocks de l'OTAN.

Samedi soir des vedettes israéliennes ont pilonné Sabafand et Adloun, sur la côte, situés à 15 km de la frontière.

Parallèlement à ces agressions, Israël et l'extrême-droite libanaise envoient des émissaires dans

les villages pour soulever la population du sud contre la présence palestinienne.

A la faveur de ces combats, les Israéliens ont empiété sur le territoire libanais et renforcé leur position au Liban où ils ont même établi des barrages.

Les forces d'agression vont jusqu'à provoquer les observateurs de l'ONU posés au Liban-Sud dans le but d'aggraver la tension. Un porte-parole de l'ONU a révélé que ces observateurs étaient constamment dévalisés par des hommes armés non identifiés, 236 incidents de ce type ont été enregistrés depuis 8 mois.

Par ailleurs, des accrochages ont eu lieu dans la banlieue de Beyrouth, entre la résistance palestinienne et les forces fascistes.

### ALLEMAGNE

Le SPD a perdu la mairie de Munich au profit de la CSU au cours des élections municipales qui se sont déroulées dimanche en Bavière et Schleswig-Holstein. Il a également perdu la mairie de Ratisbonne. Sur un plan d'ensemble cependant le SPD a gagné 6 points en recueillant 41 % des voix tandis que la CDU reculait de 3 points, 50 % au lieu de 53.

### ALLEMAGNE

Les avocats d'Irmgard Moeller ont refusé de se soumettre à la fouille corporelle que le tribunal de Stammheim prétend imposer non seulement à tout le public des procès, mais encore à tous les avocats de la défense. En conséquence, l'accès à la salle du procès leur a été interdit. Irmgard Moeller a été expulsée pour avoir refusé de se lever en début de séance. Le procès est suspendu.

### ALLEMAGNE

La police allemande aurait découvert qu'elle avait à sa disposition bien avant le dénouement de l'affaire tous les renseignements nécessaires pour retrouver l'appartement où Schleyer a été gardé à Cologne. Selon ces révélations, l'ordinateur chargé de gérer les milliers de renseignements que la police centralise les avait égarés.

### ALGÉRIE

Kaid Ahmed l'un des dirigeants les plus connus de la lutte de libération algérienne, est mort à Rabat. Il avait été l'un des négociateurs des accords d'Évian, avant de participer aux premiers gouvernements algériens puis de diriger le FNL. Il avait été écarté en 72 et avait par la suite participé à l'opposition au régime actuel. Il a notamment soutenu l'agression marocaine contre le peuple Sahraoui.

## «Le candidat écologiste c'est votre vie»

Ceci est le thème que proposent le Commandant Cousteau et le Collectif Ecologie 78.

Lors d'un meeting public qui aura lieu le :

MERCREDI 8 MARS 1978

A 20 H 30

MAISON DE LA CHIMIE  
28 RUE SAINT-DOMINIQUE  
75 007 PARIS

Conjointement avec le Commandant Cousteau, y participeront :

- René Dumont
- Solange Fernex
- Brice Lalonde
- Philippe Lebreton
- Jean Louis Simonet

Et un débat aura lieu après les interventions.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Carter réquisitionne les mineurs

«J'ai demandé à l'attorney général et aux gouverneurs des États touchés de s'assurer que la loi sera respectée, que la violence sera empêchée et que les vies et la propriété seront pleinement protégées» a déclaré Carter en annonçant qu'il réquisitionnait les mineurs. Il appliquait ainsi une loi dite Taft-Hartley, en vertu de laquelle les mineurs doivent suspendre leur grève 80 jours au cours desquels la Maison Blanche doit essayer d'imposer un compromis entre les syndicats et le patronat. La décision de Carter est lourde de menaces car, si le chef du syndicat a affirmé qu'il se plierait à toute réquisition, il n'en est pas de même à la base, les mineurs peuvent se trouver à nouveau face à la garde nationale.

En grève depuis plus de 90 jours, les mineurs amé-

ricains ont rejeté à une majorité des deux tiers une première fois le nouveau contrat qu'on leur proposait et que le chef du syndicat avait accepté. Les mineurs demandent une hausse de salaire de un dollar par heure, le paiement des soins médicaux que les nouveaux contrats voulaient réduire ainsi que les pensions. Mais surtout, les mineurs s'opposent vigoureusement à toutes les clauses dites de stabilité, par lesquelles les grèves non autorisées seraient lourdement pénalisées : 22 dollars par mineur gréviste et par jour.

La grève des mineurs est un moment important du syndicalisme américain : les «réformistes» qui sont à la tête du syndicat, élus en opposition avec les directions corrompues qui les avaient précédés, sont ouvertement remis en cause par les décisions des mineurs.

## Chine CLÔTURE DE LA 5<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE POPULAIRE

●L'Assemblée nationale populaire a clôturé dimanche sa cinquième session. Elle a réélu le président Houa Kouo-feng au poste de premier ministre. Elle a adopté la nouvelle Constitution et un plan de dix ans pour l'édification économique du socialisme.

...Après l'adoption de la constitution de la RPC et de la résolution sur le rapport d'activité du gouvernement, la session a élu le président, les vice-présidents, le secrétaire général et les membres du comité permanent de l'APN ; sur proposition du Comité central du PCC, elle a nommé le premier ministre du conseil des affaires d'Etat. Elle a d'autre part procédé à l'élection du président de la Cour populaire suprême et du procureur général du parquet populaire suprême et, sur proposition du premier ministre, elle a décidé le choix des membres du conseil des affaires d'Etat et des présidents de l'Académie des sciences

de Chine et de l'Académie des sciences humaines de Chine. Lorsque le camarade Ye Kien-Ying a été déclaré Président du Comité permanent de l'APN et le camarade Houa Kouo-Feng premier ministre du conseil des Affaires d'Etat, toute l'assistance était en liesse et des applaudissements prolongés ont éclaté. Par ailleurs, la session a approuvé à l'unanimité le texte des paroles de l'hymne national de la RPC.

Au cours de la session, les délégués ont discuté avec sérieux le rapport d'activité du gouvernement présenté par le Premier ministre Houa Kouo-Feng, le projet de modification

de la constitution de la République Populaire de Chine, et le rapport du vice-président Ye Kien-Ying à ce sujet. Ils ont exprimé leur approbation chaleureuse pour ces rapports et pour ce projet et émis activement leurs opinions et suggestions constructives pour ces documents. Les délégués ont procédé d'autre part à d'amples discussions et consultations sur le choix du personnel dirigeant de l'Etat, et examiné le texte des paroles de l'hymne national de la RPC.

La résolution sur le rapport d'activité du gouvernement approuvée aujourd'hui à la session appelle le peuple de nos diverses nationalités à s'unir toujours plus étroitement autour du CC du PCC ayant à sa tête le Président Houa, à porter haut levé le grand drapeau du Président Mao, à appliquer fermement la ligne du

onzième congrès du PCC, à déployer tous ses efforts en vue d'accomplir toutes les tâches de combat définies par le «rapport sur les activités du gouvernement» sur les plans politique, économique, culturel, militaire et diplomatique, à lutter avec ardeur pour atteindre l'objectif — obtenir en 3 ans des résultats considérables dans l'application de la décision invitant à assurer l'ordre dans le travail sur la lutte de classes —, pour réaliser avec bonheur le programme du plan décennal pour le développement de l'économie nationale, pour accomplir la volonté du Président Mao et du Premier ministre Chou En-Lai : faire de la Chine, avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste, puissant et moderne, et pour apporter une plus grande contribution à la cause de l'humanité...

## MANIFESTATION DES ÉTUDIANTS IRANIENS

(COMMUNIQUÉ DE PRESSE)

Le 18 février 78, une insurrection populaire de grande envergure a éclaté à Tabriz, deuxième ville industrielle de l'Iran. Les masses du peuple ont mené une large lutte contre le régime réactionnaire du Chah et la domination impérialiste en particulier de l'impérialisme US, en détruisant les centres culturels, commerciaux, financiers impérialistes, le siège du parti unique «Rastakhiz» de type fasciste, le palais de justice du Chah...

La police et l'armée sont intervenues afin de réprimer sauvagement la population qui a résisté énergiquement et héroïquement, deux journées entières face aux forces de répression. Le bilan : des centaines de morts, des milliers de blessés et d'arrestations et l'état de siège dans la ville. En même temps, les autres grandes villes de l'Iran telle que : Téhéran, Mashhad, Shiraz, Isphahan, Qôm... ont été la scène de grandes manifestations anti-réactionnaires et anti-impérialistes.

Suite à ces événements, une large campagne de solidarité avec l'insurrection populaire de Tabriz, de dénonciation et de protestation contre le régime fasciste du Chah, valet de l'impérialisme américain a été déclenchée

à l'étranger par des étudiants iraniens : de larges manifestations ont été organisées aux USA, RFA, Suède, Angleterre, Italie... L'Ambassade d'Iran à Berlin-Est (RDA) a été occupée par une quinzaine d'étudiants iraniens, le siège de la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. à Genève a été

pillé à Tabriz, «Vive la lutte du peuple iranien», «Chah, fasciste, assassin», «Chah, fasciste, Giscard complice».

Nous demandons à toutes les forces révolutionnaires et progressistes et tous les démocrates et toutes les personnes éprises de liberté et de justice de se soulever contre la



envahi.

A Paris, un comité de coordination des U.E.I.F. a été formé pour mener des actions et des campagnes communes.

Samedi 4 mars 78 à 15 h 30 une manifestation a eu lieu aux Bd St Michel et St Germain.

Plus de 150 étudiants iraniens ont manifesté en scandant des slogans : «Vive le soulèvement po-

répression en Iran, de dénoncer le régime fasciste du Chah, et de soutenir activement la juste lutte du peuple iranien.

Comité provisoire de coordination des U.E.I.F. pour la solidarité avec l'insurrection populaire de Tabriz (U.E.I.F.-CISNU)

## Zimbabwe APRÈS LES PRÉTENDUS ACCORDS DE SALISBURY

L'accord interne signé entre les dirigeants noirs «modérés» et le régime raciste de Ian Smith à Salisbury n'aura évidemment rien résolu. L'accord qualifié d'accord de la honte, a été vivement critiqué par le Front patriotique qui a déclaré : «Cet accord est complètement «bidon». Il laisse les pouvoirs aussi bien politiques que militaires entre les mains de la minorité des colons : il retient — mieux, il consacre — le régime de Smith ainsi que ses vieilles structures politiques et militaires.»

«Cet accord revient à une tricherie complète en ce qu'il confère aux colons, qui représentent 3 % de la population, le droit de posséder 50% de la terre du Zimbabwe aux dépens de 7 millions d'Africains privés de terres suffisantes.»

«L'accord, poursuit le communiqué du Front patriotique, préserve une armée et une police génocides tout en visant à la destruction des forces de libération», il «opère une discrimination flagrante entre Blancs et Noirs dans l'attribution des sièges parlementaires en donnant à 3 % de la population 28 % des sièges sur la seule base de la pigmentation de la peau.»

«Le Front patriotique»,

poursuit le communiqué, refuse totalement de se laisser influencer par un marché aussi odieux et continuera de rechercher un règlement équitable conforme aux vœux du peuple» ajoutant que la négociation sur l'indépendance du Zimbabwe ne peut se poursuivre «que selon une procédure qui fait de la Grande-Bretagne la puissance coloniale et du Front patriotique le représentant authentique des masses du Zimbabwe»

«C'est sur cette base que nous accepterions de poursuivre des négociations reposant sur les propositions anglo-américaines.»

En effet, une invitation a été adressée par David Owen, secrétaire au Foreign Office, à tous les dirigeants nationalistes pour qu'ils participent au prochain débat du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le Zimbabwe.

De son côté, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a déclaré à la presse : «Il n'a été obtenu aucun accord prévoyant la participation de tous les partis politiques et de toutes les forces de libération du Zimbabwe au processus politique qui conduit au pouvoir de la majorité. Tant que ces partis politiques et ces forces de libération seront exclus du

processus de règlement, le problème du Zimbabwe ne sera pas réglé et le conflit persistera, ce qui est gros de conséquences les plus sérieuses pour la paix dans cette région»

«Tous les partis politiques et toutes les forces de libération nationale qui sont présidés, et on ne l'ignore pas, par le Front patriotique du Zimbabwe, doivent participer au processus visant à déterminer l'avenir politique de ce pays» a ajouté Kurt Waldheim.

Les membres africains du Conseil de Sécurité ont déposé un projet de résolution appelant tous les Etats membres de l'ONU à ne reconnaître aucun règlement réalisé sous les auspices du régime minoritaire, raciste et illégal.

BELGRADE :

Malte a annoncé qu'il refusait de signer la déclaration finale de la conférence de Belgrade si elle ne comprenait pas un chapitre sur la sécurité en Méditerranée. Lors de la conférence d'Helsinki, il en avait été de même et les États-Unis et l'URSS avaient dû accepter de prendre des engagements qu'ils n'ont pas tenu.

## PROGRAMME TÉLÉ

## Mardi 7 mars

TF 1

- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Campagne électorale
- 21 h 10 - Les grands trains de l'histoire. 1. Un train pour Manchester.
- 22 h 05 - Arouapeka
- 22 h 55 - Les grandes expositions : le siècle de Rubens. A l'occasion du quadricentenaire de la naissance de Rubens.
- 23 h 25 - Journal et fin

A 2

- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Campagne électorale
- 21 h 05 - Racines. Feuilleton d'après le roman d'Alex Haley. Dernier épisode.
- 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Scènes de la vie de province
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 35 - Campagne électorale
- 21 h 10 - Fils d'un hors-la-loi. Un western plein de poncifs baignant dans une fausse atmosphère...
- 22 h 40 - Journal
- 22 h 55 - Réussite : L'Airbus
- 23 h 10 - Fin

## Mercredi 8 mars

TF 1

- 18 h 10 - A la bonne heure
- 18 h 25 - Pour les jeunes
- 18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Campagne électorale
- 20 h 10 - Journal
- 20 h 30 - France-Portugal. Un match annoncé sous réserves.
- 22 h 15 - «Made in France» ou l'industrie face à l'avenir
- 23 h 10 - Journal et fin

A 2

- 18 h 25 - Dessins animés
- 18 h 40 - C'est la vie
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Campagne électorale
- 20 h 15 - Journal
- 20 h 45 - Question de temps : Venise en danger. Venise s'enfonce lentement dans les eaux ; Venise rongée par les pollutions industrielles. Une campagne internationale a été lancée pour la sauvegarde de Venise. Mais elle ne s'attaque pas aux nuisances qui sapent les fondements de la ville.

- 21 h 50 - Les jours de notre vie : Le fruit de nos entrailles. Les techniques nouvelles d'exploration et analyses biochimiques qui informent sur l'état de santé du fœtus, pour conduire une grossesse jusqu'à son terme avec sûreté.

22 h 50 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 05 - Télévision régionale
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Campagne électorale
- 20 h 10 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Profession : reporter. Avec Jack Nicholson et Maria Schneider.
- 22 h 30 - Journal
- 22 h 45 - Ciné regards
- 23 h 15 - Fin



## «LE PROFIL RÊVÉ DU TECHNOCRATE»

Les Barons du PS :  
Ayache et Fantoni (168 p.)  
Ed. Intervalle/Fayolle

le visage de la complaisance. On y lit par exemple que Mitterrand a mené «une magnifique campagne en 74». Toutefois, sans que ce soit l'intention des auteurs, le lecteur peut y trouver des arguments pour montrer ce qu'est le vrai visage de la gauche. Par exemple, le pédigree d'Attali «que son secrétaire particulier à l'Université de Paris-Dauphine où il enseigne, ne se fait pas prier pour vous remettre, impeccablement ronéotypé, sur simple demande.»

«Ancien élève de l'Ecole polytechnique (1963-1965). Elève de l'Ecole des mines de Paris (1966-1968). Ingénieur au corps des Mines. Ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale d'administration (1968-1970). Auditeur au Conseil d'Etat (depuis 1970). Professeur d'économie en génie rural (1969-1972). Maître de conférences d'économie à l'Ecole polytechnique (depuis 1968). Professeur d'économie à l'E-

cole des Ponts (1970-1971). Directeur du laboratoire IRIS à l'université de Paris IX-Dauphine (depuis 1973). Consultant au BIT (Bureau international du travail). Directeur d'études à l'université Paris IX-Dauphine : DEA (diplôme d'études appliquées) sur «Economie et Pouvoir» ; DEA sur «L'économie américaine» ; enseignement de synthèse sur «Les nouveaux fondements théoriques de la politique économique.»

«Le profil rêvé du technocrate» commentent les auteurs du livre.

Cet homme à qui la bourgeoisie confie le soin aujourd'hui d'enseigner à ses poulains est, de tous les conseillers économiques de Mitterrand, celui dans lequel ce dernier a le plus confiance.

François MARCHADIER

Les Barons du PS  
d'Ayache et Fantoni  
168 p.  
Ed. Intervalle/Fayolle

Mathieu Fantoni et Georges Ayache — le premier est journaliste, le second professeur d'histoire — ont écrit en commun «Les Barons du PS».

La démarche des auteurs est simple : elle consiste finalement à expliquer l'histoire à partir de la personnalité de ceux qui occupent le devant de la scène. Après une introduction qui relate dans quelles conditions la vieille SFIO décrépie a tenté de se refaire une virginité au Congrès d'Epinal en 71, les auteurs dissertent assez longuement sur la biographie et le profil d'un peu

plus d'une demi-douzaine de principaux leaders du PS. Pas de révélation à proprement parler, mais un certain nombre de précisions. Les quelques interviews qui les ont aidés à rédiger leur petit livre permettent par exemple de dire qu'Attali déclare : «Mai 68 a eu un impact pratiquement nul sur moi». On s'en doutait à vrai dire.

Que le lecteur ne s'attende pas à y trouver une analyse de ce qu'est le PS et du rôle qu'il joue dans la vie politique française. Nous avons affaire à des «politologues» dont la neutralité prend assez souvent

# Et l'acier fut trempé

83<sup>e</sup> épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

La salve secoua les hommes couchés sur le sol de béton et les fit se dresser en sursaut, mais lorsque voletèrent dans les pièces les sinistres lucioles, la peur les précipita de nouveau par terre, où ils tombèrent les uns sur les autres.

Doubava retint Pavel par un pan de sa capote :

— Où vas-tu ?

— Dehors.

— A plat ventre, imbécile ! Tu n'auras pas le temps de sortir que tu seras descendu, chuchota nerveusement Doubava.

Ils étaient allongés juste à côté de la porte. Doubava se plaqua au sol, le bras tendu, le pistolet braqué sur l'entrée. Kortchaguine s'accroupit et tâta fébrilement du doigt le barillet de son revolver. Cinq cartouches. Repérant au toucher les logements vides, il fit pivoter le barillet.

La fusillade cessa. Le silence rétabli paraissait étrange.

— Tous ceux qui sont armés, rassemblement ici, commandait à mi-voix Doubava.

Kortchaguine ouvrit la porte avec précaution. La clairière était vide. Les flocons de neige tournoyaient lentement en tombant.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Dans la forêt, dix cavaliers cravachaient leurs chevaux.

Une draine à moteur arriva de la ville vers midi, amenant Joukhraï et Akim. Tokarev et Kholiava les accueillirent. On descendit sur le quai une mitrailleuse Maxim et plusieurs caisses de bandes de cartouches, ainsi que deux douzaines de fusils.

Les trois hommes se hâtèrent vers le chantier. Les pans de la capote de Fédor traçaient des zigzags sur la neige. Il marchait comme un ours, en se dandinant, ayant conservé l'habitude de poser ses pieds comme s'il était sur le pont instable d'un torpilleur. Tokarev devait courir par moments pour se maintenir à la hauteur de Joukhraï et du grand Akim, qui ne se laissait pas distancer.

— L'attaque de la bande, ce n'est pas le plus grave. L'embêtant, c'est que nous butons sur une espèce de colline, qu'elle soit trois fois maudite ! Il va falloir déblayer une quantité énorme de terrain.

Le vieux s'arrêta, tourna le dos au vent, alluma une cigarette en protégeant la flamme de ses mains et, ayant tiré deux bouffées, courut après ses compagnons. Akim s'était arrêté pour l'attendre, tandis que Joukhraï, marchant du même pas, prenait un peu d'avance.

Akim demanda à Tokarev :

— Aurez-vous la force de poser la voie dans le délai fixé ?

Le vieux ne répondit pas tout de suite.

— Tu sais, fiston, fit-il enfin, si on regarde bien les choses, c'est impossible à la fois de le faire et de ne pas le faire. Voilà ce que je peux dire.

Ils rattrapèrent Fédor et avancèrent côte à côte. L'ajusteur se mit à parler avec animation.

— C'est là que ça se complique. Nous ne sommes que deux — Patochkine et moi — à savoir qu'avec ces conditions de travail invraisemblables, ce matériel et nos effectifs réduits, la tâche est impossible. Par contre, nous savons tous que ne pas la réaliser, ce n'est pas possible. Voilà pourquoi j'ai pu dire : « Si on ne creuse pas tous de froid, ça sera fait. » Regardez vous-mêmes, ça fera bientôt deux mois qu'on creuse, quatre tranches de quinze jours, mais la plupart des gars y sont depuis le début, seule leur jeunesse leur permet de tenir le coup. Et la moitié a pris froid. Quand je les regarde, ça me fait mal. Des gars comme eux, ça n'a pas de prix... Plus d'un laissera sa peau dans ce sacré coin perdu.

Le tronçon terminé s'achevait à un kilomètre de la gare.

Ensuite, sur un kilomètre et demi de terrain déblayé et aplani, s'alignaient de longues bûches encastrées dans le sol comme une barrière abattue par le vent. C'étaient les traverses. Encore plus loin, il n'y avait qu'une route droite, qui s'arrêtait à la colline.

À cet endroit travaillait le premier groupe de bâtisseurs dirigé par Pankratov. Quarante hommes posaient les traverses. Un paysan à barbe rousse, chaussé de laptis (1) neufs, retirait posément des bûches de son traineau et les jetait sur la voie.

(1) Sorte de chaussures tressées en tulle. (N. d. T.)

A SUIVRE

## Le mouvement des femmes à la veille des élections (1)

● La réalité de l'existence d'un mouvement de femmes n'est plus aujourd'hui à démontrer. A travers toute la France, des groupes femmes développent une activité, et sont partie prenante du mouvement de masse. A la veille des élections législatives, toutes les forces de la bourgeoisie s'intéressent subitement à ce mouvement, du PCF qui ose se proclamer maintenant «le parti de la libération de la femme» à Giscard qui croit jouer la carte du féminisme en plaçant 6 femmes sur des strapontins ministériels.

Comment les groupes femmes se situent par rapport à ces tentatives de mobilisation, quels sont leurs axes de lutte, comment envisagent-elles l'après-mars, autant de questions importantes qu'il nous paraît nécessaire d'éclaircir maintenant.

A Paris comme en province, le mouvement des femmes est loin d'être homogène. Aux côtés du courant qui se dénomme lui-même «Lutte de classe», majoritaire et le plus actif, on trouve encore divers courants sexistes et des «courants de réflexion». Après une présentation du mouvement des femmes, nous aborderons les questions nouvelles qui se font jour au sein du courant «Lutte de classe», nous donnerons la parole à un groupe d'entreprise, celui du Crédit Lyonnais, et nous verrons ce qu'il en est du mouvement *Choisir*, qui prétend dans cette campagne électorale représenter les luttes des femmes.



## LE COURANT «LUTTE DE CLASSE» : La lutte contre le capitalisme et la lutte contre l'oppression des femmes sont absolument inséparables

Le courant «Lutte de classes» est représenté, sur la région parisienne, par un assez grand nombre de groupes : des groupes de quartiers et pratiquement tous les groupes d'entreprise.

C'est le plus actif, à l'origine des cortège femmes depuis 3 ans dans les manifestations, des journées internationales de Vincennes (mai 77), et d'une série de manifestations publiques dont la dernière est le rassemblement du 5 février à la Mutualité.

Ce courant explique la nécessité des Groupes femmes par l'oppression spécifique qui pèse sur les femmes actuellement.

Cette oppression spécifique, prend différents aspects :

— D'abord, ressentie de façon très vive, la limitation de l'expression des femmes dans les syndicats et les partis politiques.

— La surexploitation dans l'entreprise (non qualification, écarts de salaires avec les hommes, travaux les plus bas).

— Le manque d'information et la répression pour tout ce qui concerne sexualité, contraception, avortement, le viol.

— Atteintes au droit au travail (travail considéré comme salaire d'appoint, augmentation du chômage).

Ainsi le Groupe femmes du Crédit lyonnais se définit comme «un groupe de pression et de réflexion». Le rôle que se fixent ces groupes est d'aider les femmes à dépasser le stade d'une vision individuelle de leurs problèmes, en leur montrant qu'ils sont liés à l'oppression de l'ensemble des femmes travailleuses et à la surexploitation capitaliste. Beaucoup insistent aussi sur la nécessité pour les femmes «d'apprendre à parler».

### LE TRAVAIL ACTUELLEMENT

Les groupes d'entreprise, sur Paris, notamment luttent pour obtenir, sur le lieu de travail, des centres d'orthogénie qu'elles puissent contrôler, une information réelle sur la contraception et l'avortement. Certains organisent pour le personnel, des réunions, des débats, des expositions, sur ce sujet, mais aussi sur «les femmes et le travail» (conditions de travail, santé, chômage), sur

le viol. Souvent ces groupes animent en même temps des commissions syndicales, très actives, qui posent la question du rôle des femmes dans la vie syndicale.

Des groupes de quartier sont mobilisés pour exiger l'ouverture et le fonctionnement effectif de centres d'orthogénie dans les hôpitaux (dans le 14<sup>e</sup> par exemple). Certains demandent ou ont obtenu l'ouverture de «maisons de quartiers» ou «maisons de femmes» (15<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>). D'autres (très rares, comme le 19<sup>e</sup>) ont repris la pratique des avortements. Certains se sont mobilisés récemment pour dénoncer le procès de Frank Dupin.

### «IL FAUT CLARIFIER NOS POSITIONS»

La rencontre de Vincennes (en mai 77) avait déjà été le lieu de discussions importantes.

Depuis, la coordination de la région parisienne, au stage d'Orsay (novembre 77), et lors de plusieurs autres réunions, a pris des initiatives permettant d'approfondir la réflexion :

— Mise en place de commissions de travail, par thèmes (avortement-contraception, répression-viol-violençe, travail et droit à l'emploi, presse...).

Chacune de ces commissions travaille actuellement à l'élaboration de matériel (brochures, manifestes et propose des initiatives.

Le Manifeste des Groupes femmes (publié le 5 février) a été travaillé par la Commission «sexualité, avortement, contraception». Le projet a été communiqué aux groupes, discuté plusieurs fois en Assemblée générale.

La Coordination des groupes d'entreprise travaille sur un projet de «charte du travail».

La nécessité d'étudier, de clarifier les positions, est ressentie de façon assez vive, pratiquement dans tous les groupes.

«Nous prévoyons de faire une plate-forme qui servirait de base à toutes les filles venant au collectif, donnant les objectifs et les bases. On est en train de la rédiger. Il faut qu'elle soit assez

complète, qu'elle pose les batailles à mener (par exemple, la loi Veil, faut-il la reconduire, ou la changer ?)» (Groupe Winterthar).

«Il faut clarifier nos positions, pour qu'on ait une position globale des Groupes femmes. Il faut qu'on ait la clarté du travail. Il faut qu'on ait, non pas un programme de gouvernement, mais une plate-forme, pour que le mouvement puisse devenir national pour mobiliser les femmes sur leurs revendications, sur lesquelles ponctuellement on pourra interpeller les syndicats et les partis» (Crédit lyonnais)

Il est vrai que l'actualité pousse les groupes dans ce sens.

Le début de reconnaissance (timide) par la CFDT (Région Parisienne) des Groupes femmes d'entreprise, la présentation de «Choisir» aux élections, la campagne électorale elle-même et toutes les tentatives de récupération qui l'accompagnent, poussent à la clarification.

A la coordination du 17 février, de nombreuses interventions allaient dans ce sens :

«Si nous ne voulons pas être récupérées, il faut affirmer notre propre position, ça nous oblige à clarifier nos positions, à en discuter dans les groupes.

Il faut publier un texte au moment des élections, qui soit connu publiquement, largement, il faut qu'on soit présentes».

### UNE VOLONTÉ DE STRUCTURER LE MOUVEMENT

Aujourd'hui, c'est l'évidence, il y a des dizaines de groupes parisiens, mais les liens entre eux sont très lâches.

Il reste encore des idées selon lesquelles, si on se donne des structures, «on va refaire ce qui existe aujourd'hui dans les syndicats ou les partis», on va supprimer la démocratie. Mais ces idées sont en recul.

On n'est pas d'accord avec celles qui sont contre les structures... on pense que si on veut que ça marche, un minimum, il faut un minimum de structures» (Crédit lyonnais)

L'absence de fichier central, l'absence même, actuellement

(depuis que *l'Information des femmes* a cessé de paraître) d'un bulletin donnant des nouvelles des autres groupes, est ressentie comme un mal. Elle a été soulignée plusieurs fois lors de la dernière coordination.

### LE COORDINATION DES GROUPES D'ENTREPRISE

Il y a un an, des groupes d'entreprise (entre autres, Crédit lyonnais, Caisse d'allocation familiales, PTT) ont mis en place une coordination qui depuis, se réunit tous les mois, et tient une permanence chaque semaine. Elle rassemble environ 40 groupes (PTT chèques postaux, PTT archives, nombreux groupes dans les ministères, Rhône Poulenc, Honeywell Bull, Assurances Défense, Finances...), dans leur grosse majorité composés d'employées.

### «LES FEMMES TRAVAILLEUSES ONT UN APPORT SPÉCIFIQUE A FAIRE DANS LE MOUVEMENT DES FEMMES»

Cette coordination permet d'échanger des expériences, de préparer des apparitions publi-

ques en commun, et de discuter des problèmes rencontrés.

Certains pensent qu'elle a un rôle très important à jouer, celui d'apporter dans le mouvement le point de vue des femmes travailleuses.

«Nous sommes insérées dans la coordination des groupes femmes d'entreprise, et donnons notre contribution à la construction de cette coordination.

Nous participons à la plupart des manifestations du mouvement (par exemple : manifestation du 8 mars, 1<sup>er</sup> mai, meeting viol-avortement du 5 février, rencontre internationale) mais nous pensons comme prioritaire l'intervention en tant que telle des groupes femmes d'entreprises car nous estimons que les femmes travailleuses ont un apport spécifique à faire dans le mouvement des femmes» (Groupe du Crédit lyonnais).

Localement, des coordinations se sont mises en place récemment (par exemple, le Collectif défense, regroupant plusieurs Groupes femmes et Commissions syndicales femmes de la Défense, la coordination 11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup>, la coordination 14<sup>e</sup>...) et une coordination parisienne, regroupant surtout des groupes de quartier se réunit, sans que tous y participent encore.

### Le courant sexiste

La rencontre de Vincennes (mai 77), avait déjà montré que ce courant est minoritaire actuellement, même s'il est magnifié par la presse, même s'il a les moyens, financièrement, de faire parler de lui, de se montrer.

— Les «féministes radicales» (courant ex-MLF) nient la lutte de classes. «La seule lutte, c'est la lutte contre les hommes». Elles ne mènent pas d'actions, mais se voient pour «discuter», «réfléchir». Elles sont en général d'un milieu social assez «élevé».

— Le «Collectif politique et psychanalyse»

Depuis janvier 78, il publie le mensuel «Femmes en mouvement» luxueuse revue qui se veut une «réflexion sur le vécu des femmes», recherche «une nouvelle parole de femmes», une «littérature de femmes».

Elles viennent rarement aux coordinations des groupes femmes, ou alors c'est souvent pour y faire, à propos d'un sujet important, de l'obstruction systématique. Elles sont en général ressenties comme «intellectuelles» et «marginales».

(A noter dans le n° 1 du journal une «enquête» : «Nos amies du PCF». Dans le n° 2 un article sur «le bond en arrière de la Chine»)